

1645

1^{re} Année. — N° 5.

lg. 828

15 Mars 1917

LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS
C

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48

A nos Lecteurs

L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.

Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.

Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.

La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. 4.50

Etranger » » » » » 5 50

POUR LA PUBLICITÉ

s'adresser 13, avenue des Bosquets, Genève.

L'Administration décline toute responsabilité quant aux insertions faites par le Service de la publicité.

PRIX DU NUMÉRO

Suisse 25 centimes

Etranger 30 »

1^{re} Année

15 Mars 1917

N° 5

FRANCE

Le Congrès socialiste international est mort-né. C'était à prévoir. Déjà, le Conseil national avait donné le triste spectacle d'un parti déchiré, où l'abîme se creuse entre deux fractions à peu près égales en nombre mais de tendances irréconciliables.

La *Petite République* y constatait la présence de « théoriciens assez absurdes pour ne pas voir que l'avenir de la Démocratie est lié logiquement et indissolublement à la victoire des Alliés ».

L'Eclair redoutait ces « intangibles » qui, sans vouloir tenir compte de la guerre, prêchaient le retour immédiat à l'action révolutionnaire et internationaliste; il craignait de les voir l'emporter sur le parti qui « sans renier son idéal et ses rêves, acquiesce loyalement à la trêve de la Patrie en danger ».

La lutte fut vive entre les possibilistes et les purs, si vive que *l'Echo de Paris* s'écriait narquois: « Quand un congrès national montre une telle mésintelligence, que serait un Congrès international? ». Et le rédacteur en chef du *Figaro*, académicien ironique, employait son verbe peu usité sous la coupole en s'élevant contre le projet de « flanquer (*sic*) en plein Paris un congrès d'une composition disparate avec un programme douteux ». Puis il commentait le conseil donné par les socialistes anglais:

Le comité exécutif du Socialist Party demande « aussi vigoureusement que possible » aux socialistes des nations alliées de ne pas suivre le congrès du 15 mars, en vue duquel les socialistes français viennent de tenir trois séances confuses, qui se sont terminées par une de ces déclarations vagues où l'on répudie les conceptions des kienthaliens en tâchant, toutefois, de ne pas leur être trop désagréable.

Ces équivoques et ce double jeu, que nous avons signalé ici même à plusieurs reprises, ont mis, depuis la guerre, le parti socialiste dans une situation fautive vis-à-vis du pays. Non pas qu'on ait suspecté le patriotisme de ses principaux chefs, mais on les a vus se faire payer ce patriotisme un peu trop cher. Trois portefeuilles dans le cabinet et la main-mise sur le Parlement, c'était un prix excessif. Ils nous ont dit ensuite que cette guerre était leur affaire à

eux et non la nôtre, et qu'ils entendaient la conduire à leur façon. Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'organisation socialiste de l'arrière et les résultats qu'elle a donnés.

Qu'importe, ajoutait-il, un ordre du jour grandiloquent s'il n'est voté qu'après une discussion scandaleuse?

Un vote même écrasant du congrès, poursuit le document britannique, et demandant une poursuite vigoureuse de la guerre, ne contre-balancera pas suffisamment l'effet d'un débat acharné entre délégués soulevé par quelques partisans de la non-résistance.

Après la défection anglaise vinrent les difficultés italiennes. Les socialistes « officiels » des royaumes de Savoie ont toujours montré une germanophilie à ce point intransigeante que, s'ils avaient pris part à la Conférence de Paris, ils y eussent représenté, dit le *Temps*, « la Sozialdemokratie allemande autant que le socialisme italien ». Ces dessous du parti « non-interventionniste » furent mis en lumière par des articles terriblement documentés de M. Laskine ainsi que par des confidences de M. Bissolati qui se trouvait précisément à Paris, et le retentissement de ces révélations (jusqu'alors connues des seuls spécialistes de la sociologie) causa dans la population parisienne, toujours impressionnable, une émotion qui risquait de se traduire en protestations d'une vigueur que la police n'aurait pu réprimer.

La prudence alarmée de la Censure n'empêcha pas certains journaux de signaler « les grondements de l'opinion »... si bien que la C. A. P. (commission administrative permanente) décida d'ajourner cette dangereuse réunion internationale, ajoutant que cette décision avait été prise « à l'unanimité de ses membres ».

C'est un dur échec pour l'Internationale qui, au dire des feuilles nationalistes « n'est plus qu'une chimère à moins que ce ne soit un piège tendu à la Patrie ». C'est une victoire pour les anti-marxistes comme ceux du *Figaro* qui dénoncent l'influence allemande:

L'Internationale n'a pas de sens si les Allemands, qui en ont les premiers lancé la formule, n'y sont point associés. Cette construction sera donc toujours à fond allemand ou bien elle ne sera pas.

La fatalité de l'influence allemande a été certainement aperçue par les groupements socialistes anglais et italiens, qui ont refusé de participer au congrès. Elle n'a pas échappé davantage aux socialistes français: c'est la cause secrète de leurs hésitations et de leurs divisions. Tant qu'il ne se seront pas décidés là-dessus et de la façon la plus nette, ils resteront dans une position embarrassée et fautive vis-à-vis de leur pays et vis-à-vis d'eux-mêmes.

En somme, la question n'est qu'ajournée. *L'Humanité* enregistre sans protestations vaines l'échec qu'elle a subi et envisage l'avenir avec un peu de mélancolie :

Le temps ni les événements ne semblent pas devoir atténuer ces difficultés, et l'Internationale tout entière les retrouvera devant elle, il n'y a pas à se le dissimuler. Il lui faudra pour une action commune retrouver des principes communs et les préciser avec assez de netteté pour qu'il ne puisse y avoir aucune hésitation sur la tâche à accomplir au sein de chaque section nationale.

La besogne est de taille !

* * *

Il fut prononcé beaucoup de discours à la manifestation de la Sorbonne; deux journalistes seulement s'en plainquirent avec amertume : d'abord M. Ernest-Charles de l'*Oeuvre*, redoutable parleur lui-même et qui, sans doute, se désolé de n'avoir pas été convié à ce tournoi d'éloquence. Le second opposant fut M. Clémenceau, hostile aux « parades de parole » et qui opine aigrement dans l'*Homme enchaîné* que ces « sorbonniques déclamations sont destinées à détourner l'attention des réalités dures ».

Mais, dans toute la presse, cette manifestation est exaltée, aussi bien par l'ex-socialiste-antimilitariste Hervé que par le royaliste Maurras, unanimes à reconnaître que la « Fédération nationale contre la propagande ennemie en France » fit œuvre pie en groupant les grandes Associations du pays. *L'Action française* se réjouit pleinement :

Entre tous les discours prononcés par M. Paul Deschanel depuis la guerre, celui-ci paraît un des plus substantiels. Il a prêché l'effort total, absolu. Il s'est élevé contre toute paix diviseuse: ce ne serait évidemment qu'une trêve. Les prétentions de l'Allemagne à l'empire du monde ne sont pas justifiées par la supériorité de l'intelligence et de la civilisation: les grossières erreurs qu'elle a multipliées en font assez la preuve. (Le Germain est trop bête pour avoir droit à aucun empire romain.) Voilà une limite juridique marquée. Mais comme la bêtise n'exclut pas, au contraire, la force et la violence bestiales, il faut au voisinage des limites solides. Toute paix sérieuse devra fermer les accès de la France et doubler notre résistance avec les retranchements de la géographie...

Rappelant le mot dit à Thiers par l'Allemand Ranke, « nous faisons la guerre à Louis XIV », l'orateur a donné une phrase de pitié poétique aux luttes indéfinies de l'humanité et un mot d'espérance à « ce statut international de sanctions » que nous souhaitons comme lui, mais dont l'Europe moderne ne laisse entrevoir ni les éléments, ni les conditions, ni les moyens.

Pour le directeur de la *Victoire*, qui fut professeur d'histoire, cette manifestation rappelle la Fête de la Fédération (14 juillet 1790) « grande journée à toutes les classes sociales réunies qui communièrent sur le Champ de Mars dans un magnifique élan d'amour et d'espérance » :

Au trente-deuxième mois de la guerre, au moment où l'ennemi peut croire, parce qu'il a entendu chez nous quelques bélements pacifistes, que nous sommes prêts à mettre les pouces, il n'était pas mauvais de lui prouver, par une démonstration éclatante, que malgré notre lassitude inévitable, malgré nos deuils, et malgré notre horreur, notre dégoût croissant des boucheries internationales, nous sommes tous debout, la main dans la main, serrés derrière notre gouvernement de défense nationale, résolu à exiger, avec M. Lavisse, l'organisateur de cette grande manifestation, « que l'Alsace-Lorraine arrachée à la France, malgré ses protestations réitérées, redevienne française et qu'à toutes les nations opprimées soit reconnue la liberté de disposer d'elles-mêmes. »

Le *Temps* démontre, non sans fierté, les représentants des confessions religieuses qu'abrite le drapeau tricolore :

Mgr Baudrillart, recteur de l'institut catholique; M. André Weiss, de l'Institut, au nom du comité protestant; M. Sylvain Lévi, professeur au Collège de France, au nom des israélites. On a lu une déclaration de l'imam Katrandji, au nom des musulmans. Tous invoquent leur Dieu, un Dieu qui semble bien être le même pour ces Français que des rites divers séparent, mais qui ont le même idéal de justice, de bonté, de fraternité humaine! Quelle différence avec la façon dont l'empereur Guillaume conçoit son Dieu allemand, « blasphémant la Majesté divine », comme l'a fait remarquer M. André Weiss, puisqu'il en fait « la servante de ses forfaits ».

L'éloquence laïque a aussi son tour. Après le président de la Ligue de l'Enseignement, vient M. Ferdinand Buisson qui reproche solennellement à l'Allemagne de s'être dérobée à tout arbitrage :

« Elle n'a pas seulement voulu la guerre: elle l'a entamée par un attentat au droit des gens, elle l'a faite avec une cruauté qui a révolté la conscience humaine. » Venaient ensuite: M. Maurice Barrès, au nom de la Ligue des patriotes, prononçant le nom de Déroulède; Mme Jules Siegfried, au nom des associations féminines; M. Defontaine, député de Maubeuge depuis vingt-quatre ans, apportant à la France le cri d'encouragement et d'espoir des régions envahies mais non pas abattues, torturées mais non pas soumises. Au nom de l'Union des pères et mères de famille dont les fils sont morts pour la patrie, M. Louis Barthou a dit quelques paroles dont l'éloquence était faite de simplicité. On pouvait, sans exagération, penser aux plus nobles esprits du stoïcisme antique en écoutant M. Louis Barthou interpréter le langage de nos héroïques martyrs: « Ils disent à la France d'être patiente et de savoir attendre, avec une fermeté tranquille... Ils lui disent que seule la paix du droit par la victoire peut satisfaire son honneur, payer ses douloureux sacrifices et garantir la sécurité de son avenir. »

* * *

A peine la *Libre Parole* achevait-elle de se féliciter en voyant « les bons citoyens de toutes opinions rejeter leurs querelles d'antan » que la Chambre des Députés dissipait impitoyablement les rêves d'union civique dont se berçait la Sor-

bonne. Le bruit rageur des pupitres étouffait le chuchotement des baisers Lamourette.

Notons, pour parler sans métaphore, que M. de Monzie dirige contre M. Herriot une attaque brusque. L'assaut fut si violent que *l'Éclair* s'en émut :

Ce n'est pas une sinécure enviable que le poste actuel de l'ancien maire de Lyon ! Evidemment, il n'esaurait être coupable de tous les méfaits, de toutes les erreurs bizarres, tragi-comiques et scandaleuses, dont il porte le poids écrasant, même pour les plus fortes épaules ! Les vices du système dominant les bonnes intentions d'un ministre. Seulement ils apparaissent tous au bout de deux années de vaine patience et de fatigue générale du machinisme administratif ! Chacun se libère par une plainte ou un réquisitoire ! Ce fut donc un beau concert au Palais-Bourbon et qui ne se taira pas de sitôt !

Perspicace, M. le sénateur Clémenceau, qui verrait sans regret les portefeuilles ministériels changer de titulaires, ne se dissimule pas que, derrière M. Herriot, c'est M. Briand qui est visé bien qu'il n'assiste pas à la séance :

Quelle aventure ! Les fidèles de M. Briand, devenus attentifs à leurs propres affaires, soudain redressent la tête et se demandent si un trop lourd poids mort ne risque pas de les submerger. Sans doute, M. Briand a la prudente inspiration de ne pas venir assister M. Herriot, de sa présence, au banc des ministres. Mais sa place vide, même, le révèle. N'est-il pas le dernier soutien de ce qui ne se tient plus, l'avisé conducteur de ce qui n'est pas conduit ?

Les critiques de M. de Monzie, pour justes qu'elles puissent être, ne constituent pas l'étiologie du mal, et le *Figaro* reproche à l'orateur anti-ministériel son parti pris, comme aussi à M. Klotz et à leurs amis :

Ils négligent les responsabilités d'un régime où l'on préparaît la guerre comme si elle ne devait jamais éclater, au lieu d'y songer comme si elle était inévitable. Surprises, difficultés, hésitations ; une bureaucratie énorme et ankylosée qui barre la route, tout vient de cette conception première. Ce n'est qu'en le reconnaissant loyalement et d'un commun accord qu'on trouvera les solutions positives.

A en croire *l'Action française*, ces menaces éloquentes « Désastre économique... révolution » ne sont que jamais des machines de guerre destinées à renverser un ministère :

Les deux dernières séances de la Chambre annonçaient un « grain » qui a crevé hier. Sans mauvais calembour, il y aurait lieu de songer au fabuliste, toujours si vrai :

« Ni mon grenier ni mon armoire
« Ne se remplit à babiller. »

Les précisions redoutables de M. Long, les amertumes et les menaces de désastre économique proférées par M. de Monzie, les foudres (un peu mouillées du déballage) de M. Klotz ont abouti au résultat habituel, la question s'est posée de savoir si le ministère serait renversé, et en fin de compte il ne l'a pas été.

Aussi bien, la responsabilité vraie incombe au Parlement et à ses querelles intestines :

Elle pèse toujours et lourdement sur ceux qui croient pouvoir continuer en temps de guerre à substituer la parole à l'acte, la discussion à la décision... Il ne sert de rien de montrer qu'à telle époque, sur un sujet donné, on a fait acte

de bon calcul et d'exacte prévoyance si, en même temps, l'on a suspendu sur la tête du gouvernement national un système de tracasseries et, comme ils disent, de contrôle qui empêche tout gouvernement réel de s'exercer. La bonne idée conçue par un ou deux parlementaires aurait donné un résultat si ces messieurs avaient été en tête-à-tête avec le gouvernement. La même bonne idée coexistait avec les agitations, intrigues, surprises, traquenards de séance et pelures d'oranges de couloirs est naturellement annulée ou neutralisée par ces entrelacs d'embûches et de pièges qui constituent un Parlement.

La Petite République se détourne, elle aussi, de ceux qui veulent du mal au gouvernement :

Le salut de la patrie est la loi suprême. Ce brocard qu'on a l'habitude d'énoncer en latin, nous paraît un peu oublié, non par l'ensemble du Parlement, mais par quelques « économistes » impatientes et oublieux.

Le Gaulois veut « un gouvernement qui gouverne », aussi n'accorde-t-il à M. Briand qu'un appui conditionnel :

Il est nécessaire que le pays sente chez ceux à qui il a confié la direction de ses affaires le désir sincère de s'y consacrer sans arrière-pensée d'intérêt personnel, sans calcul d'ambition, sans préoccupation de majorité parlementaire!...

Longtemps nous avons pensé que ce programme était celui de M. Briand. En tous cas, adversaires « a priori » de tous changements qui ne seraient que des changements de personnes, nous voulons croire encore que M. Briand aura à cœur de démontrer, plus complètement, au pays qu'il est l'homme de gouvernement que celui-ci réclame, ayant la double volonté de conduire la France jusqu'à la victoire qu'elle a si magnifiquement méritée, mais aussi de nous éviter les désastres économiques et la révolution dont nous menaçait, avant-hier, M. de Monzie.

A ces conditions — mais à ces conditions seulement — nous souhaiterions que l'orage qui est dans l'air se termine en petite pluie.

La Victoire vole au secours du ministère et déprécie ses assaillants :

Nous avons la partie la plus riche de notre pays, la plus riche au point de vue agricole comme au point de vue industriel, occupée par l'ennemi depuis trente mois ; nous avons perdu notre plus riche région de minerai de fer — la Meurthe-et-Moselle — notre plus riche région houillère — le Nord et le Pas-de-Calais, ce qui a paralysé tout le reste de notre vie économique : et même si M. Klotz, qui fut l'assaillant le plus acharné, était président du Conseil, nous ne serions pas moins gênés que nous ne le sommes aujourd'hui pour notre charbon de l'Angleterre, pour notre acier de l'Amérique. Et même si la France avait le bonheur d'être gouvernée par M. Klotz et certains de ses compagnons d'armes d'aujourd'hui, le charbon anglais et l'acier américain ne seraient pas moins indispensables qu'aujourd'hui pour fabriquer des canons, des obus, des rails, des locomotives, des machines agricoles et un certain nombre d'articles que M. Loucheur, notre sous-ministre des fabrications, ne demanderait pas mieux que de faire fabriquer en France à profusion.

Cela dit, le journal d'Hervé propose une politique économique simple mais grande :

Elle décréterait la fermeture radicale de tous les théâtres, de tous les cinémas, de toutes les industries et de tous les commerces de luxe, y compris les distilleries d'alcool de bouche, les cafés et les bistros.

Elle décréterait la mobilisation civile immédiate de tous les hommes et de toutes les femmes qui ne travaillent pas

utilement pour la défense nationale ou la vie économique du pays.

Cette politique-là, j'en suis!

Hélas! les ennemis du ministère ne la soutiendraient pas! Alors, qu'ils se taisent et laissent travailler en paix Briand, Herriot et les autres ministres aussi:

Qu'au lieu de leur faire des crocs-en-jambe, ils les aident à sortir du pétrin où nous les avons tous mis, par 40 ans d'imprévoyance parlementaire, de crises ministérielles incessantes, de faiblesse gouvernementale, de politique de clocher, de clientèle et de mare stagnante.

Jusqu'ici, le ministère Briand n'avait contre lui que la poignée de socialistes et de radicaux qui sont prêts à accepter n'importe quelle paix et l'équipe bien connue des remplaçants, qui tueraient père et mère, et la France, s'il le fallait, pour devenir ministres.

Aujourd'hui, la minorité antiministérielle se trouve considérablement renforcée: pourquoi aussi Briand a-t-il, il y a trois mois, soulevé contre lui les élus des bistrotts et des bouilleurs de cru, en osant parler de supprimer l'alcool? Briand, je vous l'ai prédit: les bistrotts auront votre peau!

Cette grave et complexe question de l'alcool, la Russie en a trouvé rapidement une solution que préconise *Paris-Midi*, mais qui, paraît-il est inapplicable en France:

Le tsar ayant supprimé l'alcool, le rendement du travail dans ses usines a exactement triplé. Les propriétaires russes qui, tous, avaient une distillerie annexée à leur exploitation agricole, ont aussitôt déclaré (comme l'ont fait ici nos bouilleurs de cru), que cette mesure allait les ruiner. Il faut croire que cette ruine n'a pas été générale, puisque, en deux ans, malgré la guerre, les caisses d'épargne de l'Etat ont vu doubler leurs dépôts (4,437 millions de roubles au lieu de 2,042 millions).

Voilà pourtant l'argument financier qui est le bouclier sacré des défenseurs de l'alcool en France! L'alcool fait vivre trop de gens! Tout est perdu si nos ouvriers ne laissent plus chaque année 1,400 millions de leurs salaires au cabaret!

Le tsar, qui en vivait tout autant et plus que l'Etat français, y a renoncé en s'en est retrouvé plus riche.

Pour en revenir à la discussion parlementaire dont Briand sortit vainqueur, non sans peine, citons un examen de conscience du *Temps*, qui avoue que, pendant de longues années de mauvaise gestion sociale et politique, les richesses de la France n'ont pas été mises en valeur:

Tout homme qui essayait de grandir sa situation personnelle en grandissant du même coup la force commerciale, industrielle — et par conséquent, la force militaire — du pays, cet homme-là devenait suspect. L'esprit de parti essayait de flétrir l'activité de l'individu dès lors qu'elle se consacrait « aux affaires »; et ni le gouvernement, ni les Chambres, paralysées par l'esprit de dénigrement et d'envie, n'osaient doter la France de l'outillage économique sans lequel une grande nation se condamne à déchoir.

Voilà pourquoi, lorsque la guerre a éclaté, nous n'avions ni les ports, ni les canaux, ni les moyens de transport indispensables. Voilà pourquoi nous devons exporter notre or pour acquérir l'acier, le charbon, le sucre, le blé, qui existent cependant en sommeil ou en puissance soit dans la France continentale, soit dans notre vaste empire colonial.

La conclusion de l'*Action française* est empreinte d'une compassion infinie:

Un seul état d'esprit est équitable envers les malheureuses personnalités politiques insérées dans cet inextricable conflit: il doit se définir par une indulgence profonde aussi voisine de l'admiration que de la pitié.

ANGLETERRE

Dans le numéro de Janvier de la *Fortnightly Review*, un auteur anonyme signant Y, avait violemment attaqué la Hollande.

La même revue — numéro du mois de mars — contient le plaidoyer d'un Hollandais en faveur de son pays:

L'auteur de l'article commence par déclarer que pas un pays neutre n'a vu son attitude aussi violemment attaquée que la Hollande. Lorsqu'un journal à sensation et de basse classe — mais non sans influence sur l'opinion publique — nous attaque, nous haussons les épaules, la guerre ayant mis notre patience à une rude épreuve; mais lorsqu'un journal responsable et un écrivain distingué nous accusent d'être une nation sans dignité et sans honneur, lorsqu'ils nous mettent en demeure de nous joindre à eux à moins d'être considérés comme des lâches lorsqu'ils nous reprochent de rester sourds, pour la défense d'intérêts vils et matériels, à la défense de l'humanité, notre devoir impérieux est de protester contre ces allégations. Il est cruel d'écrire qu'une nation comme la Hollande puisse être accusée de lâcheté. L'auteur rappelle la

lutte constante de ce peuple qui a, dit-il « créé son sol à force de persévérance » l'a défendu contre les tyrans, le défend encore sans répit, avec une farouche énergie contre les éléments.

Il y a quelques mois que les flots furieux balayèrent une partie de la Hollande dévastant et détruisant des pâturages, anéantissant des maisons, noyant les bestiaux, prélevant un impôt de vies humaines. Les hardis paysans se sont tout de suite remis au travail et regagnent graduellement le terrain perdu. Une race qui chaque fois triomphe des courroux de la nature, qui résiste à ses coups redoutables avec un courage toujours nouveau et un tranquille héroïsme ne peut pas être capable de lâcheté et ne craint pas non plus les fureurs de la bête humaine déchaînée au milieu des tonnerres de la guerre.

L'auteur passe en revue les motifs pour lesquels la cause défendue par les alliés jouit de nombreuses sympathies en Hollande; cependant il n'y voit pas de motifs pour abandonner la neutralité. Puis:

Si l'on nous dit que la Hollande doit souffrir tôt ou tard par suite de sa neutralité, nous dirons avec respect: « La chose est possible et nous avons autant de raisons pour contredire vos allégations que vous en avez d'arguments réels pour l'affirmer. Mais, admettant que vous ayez raison, ces souffrances c'est nous qui les supportons et nous seule-

lement. Si nous méritons la punition, nous devons nous y soumettre. En tout cas, nous prenons la liberté de demander pourquoi vous donnez tant de peine à nous prévenir contre un malheur possible ? Est-ce par grande sympathie ou pour favoriser en premier lieu vos intérêts ? Nous sommes maîtres de nous et avons le droit de prendre la décision que nous jugeons la meilleure pour nous. Si nous prenons le mauvais chemin tant pis pour nous; après tout c'est notre propre destin qui est en jeu. Il est vraiment remarquable que les nations neutres peuvent être si violemment avilies, tandis qu'elles suivent simplement l'exemple donné en de précédentes occasions par les pays belligérants. Il est universellement reconnu que pendant la guerre de Sécession le droit et la justice étaient du côté des États du Nord. Pourquoi aucune autre puissance n'est-elle intervenue en leur faveur les aidant à écraser leurs vils ennemis ? Il aurait été de leur devoir de le faire si nous devons interpréter exactement la théorie proclamée maintenant. Lorsque l'Italie, et les États balkaniques faisaient la guerre à la Turquie, attaquée de tous côtés, prenant avantage de sa position difficile, un seul État européen a-t-il fait une protestation officielle ? Il est indubitable que dans la presse française, anglaise, belge, etc., la cause turque a trouvé d'ardents défenseurs et nous nous rappelons les termes passionnants dans lesquels le fameux écrivain français Pierre Loti faisait pour cette cause appel à ses compatriotes. Mais aucun pays n'a envoyé une aide aux Turcs cependant si pressurés, dont la condition souleva alors tant de sympathie. Est-ce qu'une nation d'Europe a protesté contre l'action roumaine de 1912 lorsqu'elle fit entrer son armée en Bulgarie, alors que ce pays n'était pas en état de se défendre ? Est-ce que jamais une puissance a déclaré la guerre à la Turquie pour la châtier de ses crimes horribles d'Arménie ? Est-ce qu'un pays européen a fait une démonstration militaire contre la Bulgarie, lorsqu'on a connu les atrocités commises dans les Balkans ? Pourquoi donc la Hollande doit-elle maintenant jouer un rôle que ses grands amis d'Europe n'ont pas « créé » ?

Envisageant alors l'envahissement de la Belgique par l'Allemagne « aux pieds sanglants », l'auteur demande si à ce moment quelqu'un est intervenu pour demander à la Hollande de se joindre à la Belgique dont elle aurait partagé le sort, créant ainsi un sérieux désavantage aux alliés par suite de l'occupation fatale de son territoire par les Allemands. « Personne ne la blâmera de sa prudence que les événements ont confirmé... Il se peut que dans un avenir prochain on lui doive de nouveaux éloges pour sa sagesse. ». Certes, continue-t-il, des sympathies allemandes existent chez nous; nous avons un prince allemand, mais notre voisin en possédait aussi. Personne n'a le droit de blâmer nos dirigeants pour leur prudence, leur calme dans les affaires politiques.

Avant de terminer les remarques sur la dignité et l'honneur du peuple hollandais, nous devons attirer l'attention sur le fait que ce n'est pas seulement l'Allemagne qui a tourmenté la Hollande de coups d'épingle occasionnels. Le lecteur comprendra facilement que les Hollandais ne sautent pas de joie, lorsque leurs navires sont retenus pour des semaines et des semaines dans les Downs; lorsque leurs sacs postaux sont fouillés, lorsqu'ils ne peuvent pas télégraphier dans leurs propres colonies en langue hollandaise parce que le gouvernement anglais qui contrôle ces câbles ne permet l'usage d'aucune autre langue que l'anglais, lorsqu'ils sont continuellement menacés, par certains organes de la presse alliée, de la perte de leurs possessions d'outre-

mer; lorsqu'on affirme qu'au commencement de la guerre les Allemands ont passé par le Limbourg hollandais; lorsque certains cercles belges répandent le bruit de l'annexion de l'embouchure de l'Escaut parce que la Belgique en a besoin pour ses expansions futures. Il n'y a pas de différence entre cette dernière « aspiration » visant à mutiler la Hollande et le désir supposé de l'Allemagne de dominer l'embouchure du Rhin. En ce qui concerne la légende du Limbourg, pas une personne sensée n'y croit, bien qu'elle soit conservée comme un prétexte favorable à remuer la foule ignorante. Le gouvernement hollandais a commis une erreur inexcusable en ne l'étouffant pas dès le début et lorsqu'il s'est ravisé et qu'il a voulu démentir, le poison avait fait son effet.

Lorsque l'Allemagne coule des navires hollandais, la Hollande proteste; quelquefois ses demandes sont reçues favorablement, quelquefois pas. Lorsque l'Angleterre viole les droits hollandais, la Hollande proteste; quelquefois l'Angleterre lui donne satisfaction, quelquefois pas. La Hollande est continuellement entre le diable et le fond de la mer. Voilà les avantages d'être neutre.

L'auteur réfute alors le second grief, celui de ravitailler l'Allemagne; il justifie la conduite normale de son pays.

« Lorsque la lutte sera enfin terminée les véhémentes explosions de haine et d'intolérance passeront et un sens plus net de la réalité des choses existera.

Quelques pays ont subitement découvert leur amitié pour la France lorsque la guerre a éclaté, tandis que la Hollande a et sera toujours une grande admiratrice du peuple français.

Les Hollandais endurent les insultes et les critiques dont ils sont l'objet dans l'espoir que le temps justifiera leurs actions qu'ils soumettent, la conscience pure, au jugement de l'histoire.

♦ ♦ ♦

The Manchester Guardian, 27.II.17. — L'Assemblée de la Douma:

La Douma s'assemble à nouveau aujourd'hui après avoir été ajournée un mois par ordre du prince Galitzine qui avait exprimé ce désir pour lui permettre de rassembler ses idées et de se former un programme. Nous saurons probablement bientôt sur quoi portent ses méditations. L'ajournement de la Douma n'a pas entre temps tranquilisé l'opinion publique. Nous entendons en ce moment les bruits de menace d'une grève générale; le mouvement est si sérieux que M. Milloukoff, leader libéral, fait un appel aux ouvriers pour qu'ils ne cèdent pas à cet encouragement. Ceux qui suivent de près les événements en Russie savent que cette agitation des ouvriers n'est que le prélude d'un trouble plus étendu pouvant avoir des suites plus graves qu'une grève ou qu'une manifestation. Le mot, qui est sur les lèvres de la plupart des gens qui observent de près les événements de Russie, et qui est souvent répété par la presse est « Révolution »; on observera que ce même mot a été entendu aux débats de la Douma. Ce mot est probablement trop facilement employé en Russie, mais il n'y a pas de doute que la direction générale de la guerre ainsi que la résistance obstinée à toute liberté de la part des institutions de l'Etat ont créé une situation grave. Et les réactionnaires, au lieu d'accéder au mécontentement national accentuant leur offensive contre la liberté, embrouillent encore plus les choses. Leur demande de suppression de la Douma devient toujours plus forte et plus insistante. L'autorité de Raspoutine a passé entre les mains du métropolitain Pitirim, personnage d'un caractère très différent. Ceux qui le connaissent disent que c'est un

homme sincère, honnête et capable, réactionnaire extrême en politique et orthodoxe intolérant en religion. On n'a pas besoin de dire à ceux qui connaissent la Russie que les zizanies ont leur pendant dans la politique extérieure. L'assemblée de la Douma donne encore une occasion de nettoyer l'atmosphère. Evidemment des mots ne suffisent pas pour retrouver l'unité et la confiance nationales. Celles-ci ne peuvent être obtenues que par un gouvernement qui en les sollicitant, les obtient par ses actes de la Douma et du peuple russes.

The Manchester Guardian, 27.II.17. — L'arrestation des Irlandais. — M. Dillon attaque fortement le gouvernement :

A huit heures et quart, M. Dillon se lève pour demander l'ajournement de la Chambre, afin d'attirer l'attention sur l'arrestation et le bannissement de vingt-huit Irlandais, sans qu'il y ait eu accusation contre eux, et sur la déclaration du gouvernement qu'il n'a pas l'intention de les mettre en jugement. Il indique comme imbécile (fatuous) le fait du gouvernement de dire aux journaux de ne pas discuter la situation de l'Irlande créant ainsi une impression erronée des faits réels. Il condamne aussi le fait que ces arrestations ont été opérées si peu avant le moment où la situation irlandaise devait être à la Chambre, d'accord avec le gouvernement, l'objet d'une discussion formelle. Il pense que les arrestations ont été faites dans le but de créer une atmosphère préjudiciable à la cause irlandaise. Il ne dit pas que la situation en Irlande ne soit pas sérieuse. Elle est extrêmement sérieuse et est telle depuis les événements déplorablement sérieux et est telle depuis les événements déplorablement sérieux et est telle depuis les événements déplorablement sérieux et sont le signe d'un changement de politique envers l'Irlande. Elles sont le commencement de la politique de répression. Les arrestations ne peuvent être considérées que comme des provocations. Personne ne pouvait songer que la « Défense du Realm act » serait appliquée comme elle l'est en Irlande. Le War Cabinet a été trop empressé à songer à l'Irlande.

QU'AVAIENT FAIT CES HOMMES ?

Dans cette affaire, le tragique vient de ce qu'on n'a pas examiné la situation; on a ordonné à la presse de n'en point parler. Pendant un certain temps cela marcha et puis l'explosion est survenue. Un horrible malheur est arrivé; alors le monde s'est alarmé et dans un esprit de critique a demandé à tout savoir. En pratique, l'Irlande vivait sous la loi martiale. La plupart des hommes arrêtés étaient de ceux qu'on avait relaxé de Prongoch à Noël. Il est à présumer qu'ils ont été arrêtés pour un fait qui s'est passé depuis lors. Qu'ont-ils fait ? Le gouvernement devrait le dire. Ils n'ont pas eu le droit d'espérer un non-lieu. Le gouvernement doit, si ces hommes se sont engagés dans une nouvelle conspiration (depuis qu'ils ont été relaxés) les envoyer devant le tribunal et rendre les faits publics. Qui est responsable des arrestations ? Le « chief Secretary » était un véritable ami de l'Irlande. Il ne peut croire que M. Duke, avocat d'Angleterre, prenne seul la responsabilité de décider si les arrestations feront plus de tort que de bien. Est-ce le major Price qui est responsable ? — (Acclamations des Irlandais) — l'homme qui, pour l'éternelle honte du War Office, a été déporté l'autre jour. Il y a des hommes qui ne souhaitent pas voir une Irlande contente, loyale. Dans ces circonstances le pays va rapidement de mal en pis.

Vous pouvez, a dit M. Dillon, vous débarrasser de notre parti, ou d'une part considérable de celui-ci. Ce n'est pas étonnant. Il a été organisé sur des bases constitutionnelles. Mais maintenant les jeunes gens — dont beaucoup s'unissent aux Sinn Féin — disent qu'un coup de trompette de Carson vaut tous les raisonnements. Ils disent que c'est l'unique argument que le gouvernement comprend, et que si nous avions agi comme Carson en lançant des insultes au gouvernement britannique, notre position aurait été très différente. (Écoutez, écoutez.) Nous sommes dans un sens

entre le diable et le fond de la mer, ayant d'un côté la révolution irlandaise et de l'autre le chemin de la forteresse et la foule sans scrupules qui vivent et s'engraissent des désordres irlandais conçoit entièrement sa politique avec l'idée de pousser le peuple dans les rangs révolutionnaires. Vous rendez notre tâche impossible et nos réclamations portent sur ce que vous ne voulez ni convenablement gouverner l'Irlande ni la laisser se gouverner elle-même. M. T. Scanlon appuie cette motion.

The Morning Post, 5.III.17. — Le besoin d'ouvriers :

S'adressant hier à un grand auditoire du « Men's Meeting » au Tabernacle de Whitefield, M. Neville Chamberlain a expliqué la raison pour laquelle on avait besoin d'hommes.

Concernant la menace des sous-marins il a dit qu'il ne croit pas qu'elle sera jamais complètement résolue, quoique par des nouveaux projets d'offensive et de défensive elle aille en quelque sorte vers une solution, excepté dans le grand Océan où les sous-marins modernes peuvent pénétrer et où les moyens d'échapper sont si nombreux qu'ils ne faut pas s'attendre à ce que nous soyons en état de nous armer de moyens infaillibles pour leur destruction. Il a insisté sur l'importance d'augmenter la production alimentaire chez nous et sur le besoin de bras pour l'agriculture. Considérant qu'un directeur de la « Bank of England », un duc et un amiral sont inscrits parmi ses volontaires, il est évident, dit-il, que quelques-uns d'eux auront songé qu'il ne fera pas usage de ses pouvoirs qu'avec quelque discrétion. Pour conclure, M. Chamberlain a dit qu'il n'envie pas la personne à laquelle on pourra dire. « Vous n'avez pas répondu à l'appel de votre pays, vous avez admis que d'autres aillent combattre et travailler pour vous et n'avez pas eu le courage de risquer un peu vous-même. » Et il ajoute : « J'ai déjà 100,000 volontaires, cinq divisions de la nouvelle armée industrielle. J'en ai besoin encore cinq fois de plus et je les aurais. Je les aurais si je suis soutenu par la bonne volonté générale et le patriotisme du peuple de ce pays. »

The Daily Telegraph, 6.III.17. — Les prévisions de M. Churchill. — C'est une certitude pour 1918 :

Pendant la discussion du budget de l'armée, la Chambre a entendu la harangue vigoureuse et bien préparée de M. Churchill exprimant ses vues sur la situation militaire en général et l'improbabilité de finir la guerre cette année...

M. Churchill croit qu'il ne sera pas possible d'obtenir par attrition cette année le grand résultat décisif pour la bonne et valable raison que nous n'avons pas la supériorité numérique requise à cet effet. Pour ce motif il presse le gouvernement de commencer dès maintenant les préparatifs pour 1918. « Nous pouvons être assurés pour 1918 », dit-il, « mais comme il est impossible de trouver rien que dans ce pays la suprématie exigée, nous devons user complètement de nos « ressources impériales ». La Chambre aurait évidemment voulu entendre des paroles plus consolantes, mais M. Churchill a présenté aux membres les faits comme ils lui apparaissent et il a parlé avec toute sa vieille vigueur et son sérieux, mais aussi avec cet air personnel de vérité qu'on voit quelquefois apparaître à la tribune.

The Morning Post, 6.III.17. — Au Parlement :

M. Chamberlain a expliqué que les £ 100,000,000 de contribution des Indes aux dépenses de guerre ne doivent être qu'une donation volontaire. Au cours des débats sur les « Army Estimates » plusieurs membres ont proposé qu'une cession secrète soit tenue pour la discussion au sujet de l'expédition de Salonique. M. Bonar Law a repoussé cette demande en motivant que le gouvernement ne peut pour le moment ouvertement discuter cette question.

The Morning Post, 7.III.17. — Hier au Parlement :

Plusieurs membres de la Chambre des communes ont protesté contre la décision gouvernementale de ne communiquer seulement qu'à trois Leaders de parti, MM. Asquith, Redmond et Wordle, les passages omis dans le rapport de la Commission des Dardanelles. Sir C. Hobhouse a déclaré qu'il introduira une motion tendant à la production du rapport complet.

The Daily Telegraph, 7.III.17. — Les Puissances pirates :

Comme le président l'a fait remarquer lundi dans son message d'inauguration, « les Américains constituent un peuple composite et cosmopolite issu du sang de toutes les nations en guerre, mais ils sont unis sur une question internationale principale. Ils ne voudront donner leur appui aux propositions de pirates contraires aux lois de l'humanité et aller à l'encontre des convenances ordinaires de la vie. A Vienne, les ministres ont annoncé qu'ils sont décidés à se rallier à la politique d'outrages et de meurtres proclamée sans vergogne par Berlin et il semble que les Etats-Unis n'aient d'autre voie à suivre avec l'Autriche-Hongrie que celle employée pour l'Allemagne. Nous ne doutons pas du résultat. En effet, suivant notre opinion, la situation présente devait se débrouiller. La Prussianisme tient la double monarchie à la gorge et tous les efforts que le jeune empereur aurait pu faire contre l'emprise ne peuvent le dégager qu'à un prix qu'il n'ose pas hasarder. Étant donné les théories « des nécessités » développées par les ministres du Kaiser allemand, il ne serait pas impossible s'il se révoltait qu'il perde non seulement son trône mais sa vie. Nous ne serions pas surpris d'apprendre que la nouvelle note, venant de Ballplatz, ait été rédigée à la Wilhelmstrasse; il est de toute évidence qu'elle constitue la dernière laborieuse et malhonnête tentative allemande pour présenter au monde la cause de la barbarie sur mer. En tous cas les Empires centraux démontrent actuellement qu'ils sont liés; en conformité de cette déclaration, ils doivent tomber et tomberont ensemble exécrés par le genre humain.

The Morning Post, 8.III.17. — Le problème irlandais. — La dénonciation de M. Redmond :

Le Leader nationaliste irlandais accueilli par des acclama-

tions retentissantes de son parti, dénonce la politique du premier ministre comme une politique de « Wait and See » (attendre et observer). Il déclare qu'il ne veut plus entamer aucune négociation; les vues de la minorité unioniste doivent être écartées. Il déclare en outre que si M. Lloyd George persiste à suivre la voie qui plaît aux unionistes il devra gouverner l'Irlande « à épée nue ». Finalement il exprime l'opinion qu'il serait futile pour ses amis de continuer le débat; à cet effet il leur demande de se refuser à y prendre part et de laisser la Chambre « faire comme il lui plaît ». Sur ce M. Redmond descend les marches, au milieu des acclamations trépidantes (lit. terribles) de ses amis, et sort de la Chambre. Il a été suivi par tous les membres de son parti. M. Landon en descendant montra avec dérision Sir Edward Carson du doigt et s'exclama: « Carson le bourreau criminel » ajoutant: « Il est seulement apte à être bourreau et non premier Lord de l'Amirauté ». Sir Edward n'a pas relevé l'insulte.

Avant que la discussion fut close, M. Healy a commenté d'une manière sarcastique la tactique de « fuite » du Leader nationaliste et a dit que M. Redmond reviendra « la queue entre les jambes ». — Le débat a été ajourné « sine die ».

The Times, 8.III.17. — Les débats irlandais à la Chambre des communes. — Un appel émouvant :

Le major Redmond, frère du Leader nationaliste, qui combattit vaillamment en France avec les troupes irlandaises, a fait un émouvant appel. Parlant avec grande éloquence et ardeur il a imploré la Chambre de permettre que le passé mort soit enterré et que de nouvelles relations puissent s'établir entre l'Angleterre et l'Irlande. Il a adressé un appel personnel à Sir Edward Carson le priant d'arriver à un accord avec les nationalistes et s'est offert d'aller jusqu'au point exigé pour rencontrer les objections et obtenir la confiance de l'Ulster. Il a, par ses émouvantes paroles, fortement impressionné la Chambre lorsqu'il a prétendu être le porte parole des soldats irlandais du front. Lorsque Sir Lonsdale s'est levé pour défendre la cause des unionistes de l'Ulster, les difficultés inhérentes à la situation irlandaise sont devenues apparentes. Evitant attentivement toute allusion qui aurait pu envenimer le débat, il a déclaré être chargé de dire que les unionistes d'Ulster ne consentiraient en aucune circonstance à accepter un Parlement Home Rule.

ALLEMAGNE

La *Volkssimme* du 26.II.17 publie un long article sous le titre: « Les Flamands marchent vers l'Indépendance ». Nous le résumons :

Le gouvernement allemand a résisté à toutes les tentatives annexionnistes et a maintenu le programme d'une guerre purement défensive. Son exigence que la Belgique ne soit pas un débouché d'attaque franco-anglais contre l'Allemagne ne comporte pas l'idée que celle-ci veuille la conquérir ou même attenter à son indépendance. La réalisation du but poursuivi d'assurer la sûreté de la frontière allemande sud-ouest est surtout cherchée par la voie d'augmentation et de consolidation de la liberté en ce sens que l'on évince l'ancienne oppression wallonne pour les Flamands et qu'on cherche à permettre à ce peuple de développer librement sa propre culture. Déjà pendant la guerre les Flamands cherchèrent eux-mêmes à assurer leurs droits en formant un

« Conseil des Flandres » qui luttera pour leur autonomie. Les socialistes belges récuse complètement ce mouvement redoutant que dans les Flandres devenues autonomes le cléricalisme ne règne en maître presque absolu. La social-démocratie allemande est consciente que la liberté imposée à un peuple est encore un mauvais don. Elle ne doit cependant pas oublier que la solution de la question belge par une administration autonome des Flandres, serait de beaucoup plus acceptable pour elle et l'ensemble du prolétariat que l'établissement d'une domination allemande.

Tägliche Rundschau, 6.III.17. — La Chine rompt-elle les relations avec l'Allemagne ?

Nous aurons vraisemblablement à compter dans un temps prochain avec une déclaration de guerre de la Chine; l'alliance des dix se transformera en une alliance des onze. A la vérité, la nouvelle d'une rupture des relations n'est pas encore parvenue à la légation chinoise en Allemagne; néanmoins il ne peut y avoir de doute que la Chine, dans

son impuissance, ne peut plus reculer et qu'elle fera ce qui lui sera commandé de Londres...

... Nous regretterons que les florissantes banques et les entreprises commerciales allemandes en Chine puissent peut-être bientôt devenir la proie de l'ennemi, mais nous savons aussi que le sort de cette lointaine propriété allemande se décidera sur les champs de bataille européens et dans les mers qui entourent l'Angleterre.

Kölnische Zeitung, 6.III.17. — La réponse de l'Autriche-Hongrie à l'Amérique:

Cette réponse devrait, si le peuple américain n'avait de prévention, lui ouvrir les yeux sur la fausseté voilée dans laquelle il est conduit par son président qui menace de l'empêtrer dans une guerre avec les puissances centrales, par des phrases sur les droits de l'humanité et la liberté des mers. Wilson n'a employé ces belles phrases que pour assurer à nos ennemis par l'aide américaine la fourniture de moyens de guerre; mais ils les désavouent immédiatement en ce qui concerne les puissances centrales, dès que celles-ci cherchent à se libérer par elle-mêmes du blocus anglais et à conquérir par l'épée la liberté des mers, ce que Wilson n'a pu leur procurer par ses phrases. Le peuple américain comprendrait cela, s'il n'avait de prévention. Mais il est depuis tant d'années sous le charme des conceptions anglaises, qu'il s'est aussi laissé inoculer la psychologie de guerre des anglais; il envisage notre blocus de l'Angleterre comme une action hostile, tandis qu'il a trouvé le blocus de l'Allemagne tout à fait naturel. L'excellente réponse de notre alliée à l'Amérique tombera malheureusement dans de sourdes oreilles, comme dernièrement la note suédoise et tous les autres arguments raisonnables.

Frankfurter Zeitung, 6.III.17. — Bulletin du 6.III.17:

... Notre sympathie et la confiance de peuple à peuple nous permettent de le dire franchement: L'agitation contre un ministère et contre un président du Conseil dont le but constant a été de maintenir la stricte neutralité, ne peut nous laisser indifférents, nous Allemands, notre politique doit forcément s'inquiéter quand nous voyons que cette agitation n'a d'autre but que le renoncement à la neutralité suédoise telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici, en faveur d'une plus grande prévenance pour l'Entente, et d'un arrangement avec l'Angleterre relativement à des objets qui sont de la plus haute importance pour notre lutte contre la Grande-Bretagne...

... Nous pouvons considérer la décision de leur Roi de maintenir en fonctions le ministère Hammerskjöld comme une preuve qu'en haut lieu on s'efforce de maintenir la politique extérieure de la Suède avec l'ancienne force et la même stabilité de but dans la voie irréprochable. Et la marche de la guerre viendra en aide à cette volonté des dirigeants de l'Etat suédois, attendu que les plus beaux arrangements avec l'Angleterre ne sont pas suffisants pour supprimer le fort soutien de la politique allemande dans le nord, notre valeur maritime dans les mers du nord et l'effet des sous-marins allemands dans la zone bloquée.

Leipziger Neueste Nachrichten, 6.III.17. — Autonomie administrative flamande.

Le journal fait l'historique de la création de la Belgique et qualifie celle-ci de chef-d'œuvre fait sous le parrainage franco-anglais en 1830. Il démontre que l'élément wallon beau parleur a peu à peu relégué les Flamands à l'arrière plan. Parlant de la délégation du Conseil des Flandres venue à Berlin et des mesures prises à cette occasion, les *Leipziger Neueste Nachrichten* poursuivent:

C'est parce que les Flamands eux-mêmes ne désirent pas l'inversion de l'entreprise de 1830, parce qu'ils ne tiennent pas à être chargés du gouvernement de l'Etat belge entier, pour cela — et rien que pour cela — qu'il est à recommander d'organiser un gouvernement séparé. Les Flamands ont maintenu avec assez d'opiniâtreté leurs caractéristiques nationales, mais entre eux et la civilisation, l'instruction de l'empire allemand il n'y a pas le même rapport qu'entre les Wallons et la culture ou prétendue culture française. Voilà pourquoi nous n'avons aucun intérêt à donner aux Flamands la prédominance que les Wallons ont exercée jusqu'au moment de la guerre...

... Mais si nous nous contentons pour de bonnes raisons de la séparation des pouvoirs et de l'équivalence des droits entre Flamands et Wallons, nous ne voulons pas nous dissimuler que nous assumons de ce fait une responsabilité pour l'avenir. Si nous avons aidé les Flamands opprimés à obtenir enfin l'indépendance, nous aurons aussi à maintenir dans l'avenir une main protectrice sur eux. En obtiendrons-nous de la reconnaissance? La question n'est pas de savoir si notre protection sera parfois bienvenue parfois désagréable aux Flamands? Si l'empire allemand s'est souvenu une fois que non seulement son propre peuple mais également la race apparentée ont droit à l'existence il ne devra plus jamais l'oublier. Nous ne pourrions plus laisser retomber, sous l'influence française, sans protection, les Flamands auxquels nous avons redonné le droit d'un développement libre et indépendant de leur nationalité.

Berliner Tageblatt, 6.III.17. — La position de la Chine vis-à-vis de l'Allemagne.

Le journal expose qu'il y a conflit entre le président et le cabinet chinois, ce dernier menaçant de se retirer si le président, faisant opposition à la rupture des relations entre la Chine et l'Allemagne refuse de s'incliner. Le journal ajoute:

Après les expériences des dernières semaines il est juste de n'accueillir ces nouvelles qu'avec réserve. En tout cas il apparaît que les efforts que font l'Entente et aussi l'Amérique pour forcer la Chine à se ranger sans résistance dans le rang de nos ennemis déclarés, se heurtent là-bas à une sensible opposition, qui ne se limite pas seulement à la personne du président. Il est clair que le coup dirigé contre le commerce germano-chinois qui est probablement à la base de la manœuvre, n'est pas du tout dans l'intérêt de la Chine et il est tout aussi clair que le souci que prend le président pour sauvegarder l'indépendance du pays est partagé par beaucoup de politiciens chinois. Selon toutes les probabilités, malgré la haute pression avec laquelle travaille la diplomatie de l'Entente, il reste encore à prouver lequel de ces deux courants sera le plus fort.

Münchener Neueste Nachrichten, 7.III.17. — Les manœuvres de l'Entente en Chine:

... Nous sommes persuadés que les tentatives des Américains et des Anglais seront poursuivies infatigablement; d'après une autre information on emploie à côté des menaces, des promesses faisant entrevoir aux Chinois l'espérance d'obtenir de diverses façons de gros avantages financiers.

Une chose sera particulièrement à suivre dans cette affaire: à savoir comment se comportera le Japon vis-à-vis de l'affermissement progressif en Chine des positions anglaise et américaine. Jusqu'à présent il a su contrecarrer de pareils efforts avec succès. Nous saurions difficilement nous représenter quel avantage le Japon pourrait espérer, si la république chinoise tombait sous l'influence prépondérante des puissances anglo-saxonnes.

Tägliche Rundschau, 8.III.17. — Entre la loi et le coup d'Etat.

Comparant aux faits le discours prononcé sur les marches du Capitole par le président Wilson à l'occasion de sa deuxième « ascension au trône », le journal écrit que le président « lève déjà la main pour faire plier le droit et risquer le coup d'Etat. Il a rassemblé ses juristes autour de lui et tient conseil avec eux pour savoir comment il pourrait bien trouver une porte de sortie qui lui permettrait néanmoins avec un semblant de justice d'ordonner l'armement des navires marchands ».

Le journal se réfère à la « United Press » pour laisser supposer que le président a déjà signé le décret d'armement et il continue :

... Mais sur un point Wilson a pourtant combiné son jeu rusé d'une façon très maladroite en ce qui concerne sa dernière note présidentielle où il est dit textuellement : « Juridiquement les gouvernements ne doivent exercer leurs pleins pouvoirs qu'avec l'assentiment de leurs peuples. » On ne dit pourtant pas quelque chose de semblable quand on est sur le point d'accomplir un coup d'Etat et de ne pas tenir compte de l'assentiment légal de son peuple.

Münchener Neueste Nachrichten, 9.III.17. — Blocus maritime et droit des peuples.

Traitant de la légalité du blocus sous-marin, le journal est amené aux réflexions suivantes :

Notre guerre sous-marine est justifiée par la convention de La Haye : à condition que les limites du blocus soient communiquées aux puissances neutres et qu'ainsi la navigation neutre soit mise en garde. Un avertissement particulier avant le torpillage n'est pas nécessaire ; la mine à contact non plus n'avertit pas avant de détruire le bateau. Rien dans le champ de mines ne prend soin non plus des vies humaines.

Cela est certainement infiniment dur — qui le contesterait. Mais c'est un jeu d'enfant, comparé à l'inhumanité de la guerre anglaise de famine contre laquelle Wilson n'a pas trouvé un mot de blâme. C'est pourquoi la rupture des relations diplomatiques nous laisse absolument froids. Nous ne voulons pas la guerre avec l'Amérique, mais nous ne la craignons pas non plus. La décision s'obtiendra en Europe probablement avant que l'intervention des forces combattantes américaines soit possible.

Münchener Neueste Nachrichten, 10.III.17. — L'ennemi intérieur :

Cent cinquante jours à peine nous séparent de la nouvelle récolte, un laps de temps qui ne paraîtra, à un observateur futur, qu'une petite fraction proportionnellement à la longue durée de cette guerre ; mais qui nous placera nous, les contemporains et les acteurs de ces événements, en face d'une

des plus dures épreuves subies depuis le commencement de la guerre.

Sur les fronts et en mer nous savons nos affaires en mains sûres ; même l'attaque la plus puissante se brisera à l'est et à l'ouest contre les murs d'acier et nous pouvons envisager, sans soucis, les combats du printemps et de l'été, si dans la patrie nous pouvons fermement tenir tête à l'ennemi intérieur. L'ennemi intérieur que nous devons au blocus anglais de la faim dirige le plus violemment ses armes contre ceux qui, parmi nous, sont les moins aptes à le supporter, les femmes, les enfants, les vieillards. Pendant les quatre ou cinq mois que nous avons devant nous il nous faudra lutter âprement pour rester maîtres de nous-mêmes ; rien ne sert de fermer les yeux devant le sérieux de la situation, et de laisser aller les choses.

Après avoir commenté le discours fait à la Chambre des députés par le nouveau commissaire d'Etat prussien, Dr Michaelis, sur la nécessité de faire les plus grandes économies de denrées alimentaires, le journal fait remarquer que la Bavière n'est pas aussi durement atteinte que l'Allemagne du Nord parce qu'elle constitue un arrondissement distinct du service des approvisionnements d'empire, néanmoins après avoir rappelé que la plus stricte économie s'impose, les *Münchener Neueste Nachrichten* terminent par ces mots :

... Mais nous voulons laisser à nos sous-marins, même si nous sommes dans le besoin, le soin de faire sentir à l'instigateur de toutes ces calamités, le souci du pain quotidien que nous avons à supporter et que nous supporterons ; et cela nous voulons le lui faire sentir bien plus fortement que nous devons le subir nous-mêmes, jusqu'à ce que la faim paralyse sa volonté guerrière.

Münchener Neueste Nachrichten, 11.III.17. — Revue politique hebdomadaire :

La semaine dernière s'est entièrement écoulée sous l'impression de l'offre allemande d'alliance avec le Mexique. L'opinion publique allemande n'attache pas une importance excessive à cette offre. On sait trop bien qu'il n'existe pas au Mexique d'autorité assez fortement assise avec laquelle on puisse traiter comme de puissance à puissance. Le rayon d'autorité de Carranza, le président reconnu par les Etats-Unis, ne s'étend guère au-delà de la capitale Mexico. Dans le nord se maintient Villa, au sud Félix Diaz, le fils de l'ex-dictateur.

Cette situation embrouillée dans l'intérieur du Mexique, à laquelle Wilson a contribué, n'enlève rien des droits du secrétaire d'Etat Zimmermann à l'offre d'alliance. Il n'est également guère nécessaire de rappeler au Japon par le chemin détourné de Carranza que l'opposition des intérêts naturels le sépare de l'Amérique et de l'Entente.

ITALIE

L'idea nazionale, 5.III.17. — Le front économique. — A Montecitorio on continue à se servir du prétexte des approvisionnement pour faire des bavardages inutiles :

... Mais si même la Chambre était autre que ce qu'elle est, si elle était moins impure par son origine Giolittienne et moins infectée de neutralisme, nous douterions quand même de l'utilité d'une discussion parlementaire sur le problème des approvisionnements.

Désormais, pour résoudre ce problème, il faut des faits, plutôt que de beaux discours, c'est-à-dire une action énergique et rapide. Et l'action énergique et rapide est nécessaire à Londres plus qu'à Rome ; car c'est à Londres que se trouve notre front économique. Si l'on parlait un peu moins à Rome et si l'on agissait un peu plus à Londres, la question des approvisionnements serait à peu près résolue. A Londres se font les contrats de fret, de charbon, de blé et les emprunts internationaux. A Londres seulement peut se résoudre la question des transports et des approvisionnements, la question des finances de la guerre et, par

conséquent, du change et de l'économie politique du pays durant et après la guerre.

Les discussions de Rome sont inutiles, quand elles ne sont pas nuisibles, si les engagements de Londres sont décisifs.

(Censuré).

Il Secolo, 6.III.17. — Une crise constitutionnelle ?

... Le Sénat américain en vertu d'anciens privilèges, qui ne furent plus utilisés ces dernières générations, ne peut prendre, en matière politique, aucune décision sans un vote unanime. Les pacifistes germanophiles se sont prévalus de cette disposition, qui ne fut jamais totalement abrogée, pour faire de l'obstructionnisme contre le projet de loi qui conférerait à Wilson le pouvoir d'armer les vaisseaux marchands pour la défense contre les sous-marins, enlevant ainsi au président une des armes dont il voulait se servir pour combattre la campagne de terrorisme naval allemand.

Mais Wilson ne paraît pas disposé à laisser entraver son action par les partisans de l'Allemagne et il a convoqué une session extraordinaire du Sénat pour modifier le règlement et la procédure de cette partie du Parlement, afin de rendre impossible à l'avenir le fait qu'une insignifiante minorité empêche la majorité de délibérer, exposant le pays à un désastre.

Corriere della Sera, 6.III.17. — Les obstacles à l'action Wilson :

L'obstructionnisme d'une douzaine de sénateurs américains tous germanophiles, ou du moins anglophobes, qui, grâce à un verbiage de vingt-six heures ont réussi à empêcher le vote de l'armement des vaisseaux marchands avant l'expiration de la législature, explique mieux que toutes les hypothèses formulées par les correspondants de Washington, les difficultés que doit surmonter Wilson avant qu'une décision soit prise. Jusqu'ici, on considérait en Europe, le président comme un homme excessivement prudent. Les faits, sans doute, justifiaient cette critique, mais il est juste de reconnaître jusqu'à quel point les mains du président étaient liées, par l'entière adhésion de plusieurs chefs de la majorité au programme germanophile.

Avanti, 7.III.17. — L'autre guerre :

L'une est celle qui se conduit au front, dans les tranchées. L'autre est conduite à l'arrière du front, par la plume et l'encre — dans les rédactions confortables — par les bouillants savants, historiens, littérateurs du patriotisme embusqué.

Parmi les plus ardents combattants, se trouve l'économiste du « *Corriere* ». Parlant de la future lutte douanière qui doit succéder à la lutte des armes, il propose l'interdiction de « l'importation des livres et des instruments scientifiques.

Evidemment ! Si une grande découverte scientifique est faite en faveur de l'humanité, en Allemagne, l'Italie lui fermera ses portes. Le nouveau patriotisme l'exige. Si un nouvel instrument de physique, de chirurgie, de mécanique est inventé en Italie, l'Allemagne élèvera des barrières douanières pour en empêcher la diffusion. Ainsi le veulent les maniaques de la grande guerre libératrice.

Nous disons, nous, que tous ces gens-là doivent être liés et que les maisons d'aliénés contiennent des gens plus sensés qu'eux.

L'idea nazionale, 7.III.17. — Une mystification. — La réponse de l'Autriche à la note américaine du 18 février est telle qu'on la prévoyait, quant à son importance politique :

... On ne comprend pas bien pourquoi les intentions de

l'Autriche laissent des doutes au président Wilson, tandis que celles de l'Allemagne lui avaient paru dès l'abord tellement nettes, qu'il avait immédiatement rompu les relations diplomatiques pour se préparer à la guerre. Quoi qu'il en soit, Wilson a jugé bon de demander à l'Autriche des explications. Il était tout naturel que l'Autriche, dans son propre intérêt, comme dans celui de sa puissante alliée, cherchât à confondre les termes de la question et à retarder aussi longtemps que possible une décision franche et énergique de la part des Etats-Unis.

La mystification que l'Autriche tente par sa réponse est cette fois d'une évidence grotesque à force d'impudence.

... Mais le comble du grotesque est atteint lorsqu'elle cherche à interpréter comme un préavis « collectif avant leur départ », le préavis que Wilson exige pour les navires avant qu'ils soient torpillés.

En d'autres termes, l'Autriche dit : Vous voulez que chaque navire soit avisé. Donc, nous sommes en règle, puisque nous avons avisé, en une seule fois, tous les vaisseaux du monde, qu'ils seraient torpillés s'ils voyageaient. En vérité, on n'a jamais vu une si lourde impudeur dans la plaisanterie.

La Tribuna, 7.III.17. — Le problème du change :

Les deux derniers mois et particulièrement la deuxième quinzaine de février ont éveillé l'attention des personnes compétentes, des intéressés et même du public en général, sur le problème du change. La dépréciation progressive de notre monnaie a produit — il est inutile de le dissimuler — un sentiment d'alarme, et la presse financière ainsi que les quotidiens ont publié des articles, soit pour expliquer au public ce phénomène, soit pour invoquer et proposer des remèdes immédiats.

... Le remède ne peut venir que du Gouvernement. Il faut qu'il prenne des mesures radicales, sans hésitations ni incertitudes, pour couper court à toutes les importations inutiles ou superflues, le premier pas sera fait ainsi et pourra sinon améliorer notre change, du moins enrayer sa baisse.

Giornale d'Italia, 7.III.17. — Le change italo-suisse et nos ennemis réfugiés en Suisse :

La dépréciation de la monnaie italienne en Suisse est vraiment exagérée. Si la baisse de la monnaie des Alliés a été causée, pendant la dernière période de 1916, par l'influence de New-York, maintenant que les Etats-Unis ont rompu avec l'Allemagne, et que, par conséquent, ils se proposent de rendre plus efficace l'aide qu'ils apporteront aux Etats de l'Entente, nos lires ne devraient pas tarder à être cotées en Suisse à une valeur en rapport avec notre véritable situation économique et la solidité de notre crédit et non selon les désirs des Austro-Allemands.

Il Secolo, 9.III.17. — C'est la minorité :

Les députés Grosso-Campana et Enrico Ferri ont fait, à l'égard du précédent ministère, des observations justes, mais qui n'ont pas le mérite de la nouveauté. Nous avions fait les mêmes critiques quand, dans l'intérêt de l'Italie, nous avions appuyé la formation du ministre national.

Le retard apporté à l'adhésion du pacte de Londres, les accords insuffisants avec les puissances alliées, l'incapacité de la politique intérieure, la nullité de la politique économique, et, ajoutons ce que les neutralistes ne peuvent dire, notre situation équivoque vis-à-vis de l'Allemagne, furent des raisons qui justifiaient notre opposition envers le ministère précédent. Mais nous disons que ces vieux raisonnements ont été repris par les neutralistes dans un esprit frauduleux, c'est-à-dire avec le dessein de cacher sous une couche de vernis, les méchancetés qui s'y mêlent, tendant à nuire à la guerre et au pays.

Il Secolo, 9.III.17. — Aucun égard envers l'Autriche. — Le *Secolo* commente l'article publié dans le *Morning Post* en faveur des aspirations italiennes aux ports autrichiens de l'Adriatique, en ces termes :

Tout en rendant justice aux légitimes aspirations de l'Italie et des autres nationalités qui ont le droit de se libérer du joug autrichien, on continuait à répéter, dans certains milieux : « Après tout, est-il vraiment utile que l'Autriche soit « démembrée ? N'en résultera-t-il pas l'inévitable conséquence d'un fatal agrandissement de l'Allemagne annexant « les Allemands d'Autriche Et la Russie n'aura-t-elle pas « une liberté excessive dans les Balkans ? » Exception toujours faite des légitimes satisfactions dues à l'Italie et à la Serbie, il n'en resterait pas moins une tendance, à peine voilée, à favoriser l'Autriche. ... La note du « *Morning Post* » déclare ouvertement qu'il n'est plus question de s'arrêter à certains scrupules en faveur d'une tendance, qui même dans la guerre sous-marine partage la lourde responsabilité de l'Allemagne. « *Austria delenda* ». Espérons que la politique de nos alliés correspondra à cette ferme détermination.

Il Giornale d'Italia, 9.III.17. — Le pacte de Londres :

... Le député Ferri parle ensuite du pacte de Londres, semblable à la corde qui lie tous les alpinistes quand ils escaladent une cime dangereuse.

... Le grand conflit européen n'est, en substance, dit-il, qu'un conflit anglo-germanique dans lequel les autres nations, de part et d'autre, ne figurent que comme des satellites. Il y a des satellites malheureux qui défendent leur pays et d'autres satellites volontaires, comme l'Italie. (Protestations.)

... Le congrès de Pallanza, suivant les communiqués officiels, devait garantir à l'Italie le charbon nécessaire à un prix raisonnable. A la suite de ce congrès l'Italie envoyait des troupes à Salonique et déclarait la guerre à l'Allemagne ; mais la pénurie actuelle de charbon prouve que le but n'a pas été atteint.

De même que les réunions successives à Paris des ministres italiens et alliés n'ont pas amélioré la situation économique de l'Italie.

... Un ministre anglais a dit que l'Angleterre voulait garder les colonies allemandes, que tous considéraient comme la force de compensation à opposer aux gages territoriaux que l'Allemagne possède. (Protestations.)

... Il est à souhaiter que la sagesse de quelque gouvernement intervienne à temps pour empêcher le nouveau massacre inutile qui se prépare et qui ne peut être permis sans les plus grandes chances de succès... (Interruptions, hurlements.)

Avanti, 9.III.17 :

Les journaux de l'« union sacrée » continuent à vociférer sur le discours du député Ferri. Nous observons que ce n'est pas surtout pour ce qu'il a dit, mais bien pour la haine contre la thèse qu'ils lui attribuent, qui est la thèse socialiste : La guerre est incapable de résoudre les questions qui l'ont provoquée ; la guerre est la cause essentielle

du malaise qu'on déplore et qui ne prendra fin qu'avec elle. Toute la critique que le député Ferri voue à la politique étrangère du ministre Sonnino n'est que la démonstration de notre thèse, accompagnée d'épisodes et d'exemples. Et les journaux quotidiens en sont furieux. Mais il est toujours plus évident que, sur le terrain parlementaire, cette thèse doit rester la base inébranlable de nos critiques envers le gouvernement en envers tous les responsables de la politique de la guerre.

Il Giornale d'Italia, 9.III.17. — La crise dans l'armée autrichienne :

Le général Conrad a subi le même sort que l'archiduc Frédéric, et ce sera une maigre consolation pour lui que le commandement promis de la nouvelle et prochaine « Strafexpedition » contre l'Italie, car on sait bien que si cette entreprise est décidée, elle devra se dérouler sous le contrôle de l'état-major allemand, qui a fait éloigner le ministre de la guerre pour mettre à sa place un personnage plus docile à ses ordres que ne l'était le général Krobotin.

A ce propos, nous rappelons une phrase que Guillaume II aurait prononcée récemment en causant avec le président du Conseil bavarois. Le Kaiser, en mentionnant notre pays, aurait déclaré que « la guerre ne doit pas se terminer avant que l'Italie n'ait reçu la punition qu'elle mérite » !

La Tribuna, 9.III.17. — Un incident à la Chambre des députés :

Dans son discours à propos des rapports avec nos alliés, le député Restioo remarque que la question du change et des approvisionnements est étroitement liée à celle des accords pris avec les alliés. Sans trahir le secret professionnel la Chambre désirerait être rassurée à ce sujet.

« Pour témoigner que l'entente régit entre les alliés, on a, ajoute-il, institué le « *Parlamentino* », mais les travaux de ce dernier ont une allure un peu trop littéraire. Il eût été désirable « que l'on fût aussi renseigné sur ces travaux, et non seulement sur la visite au Campidoglio, l'excursion au port de Naples, inondé de soleil, et le banquet au Château des Césars. » (Interruptions.)

Corriere della Sera, 12.III.17. — La préparation :

Il est temps d'abandonner toute illusion archaïque. On sait, on voit, on constate depuis longtemps que l'invocation à la concorde est tombée dans des oreilles sourdes. L'union sacrée n'existe pas. Plusieurs catégories de neutralistes se comportent aujourd'hui, comme elles se comportaient avant que le sang italien fut versé dans cette lutte contre les empires centraux. Le gouvernement a conservé obstinément l'illusion de réussir à vaincre l'opposition. Sa longanimité a paru de la faiblesse et les contradicteurs, sûrs de ne pas être dérangés, ont abandonné toute retenue.

Certains discours à la Chambre ont mis en évidence cette œuvre, néfaste, mais l'œuvre néfaste se développe avec plus d'assiduité et de malignité dans le pays. De sorte que les bons citoyens demeurent perplexes et se demandent si tant de pétulance d'un côté et tant de mollesse de l'autre ne signifient pas un fléchissement général de la conscience italienne.

AUTRICHE

Neue Freie Presse, 5.III.17. — Huit cent vingt mille tonnes coulées :

En février, succès de la guerre sous-marine dépassant toute attente. La perte de huit cent vingt mille tonnes est plus sensible pour nos ennemis qu'une grande défaite sur

le champ de bataille. Dans les guerres des peuples en armes aujourd'hui, l'épuisement en hommes ne se produit pas si rapidement que l'épuisement en tonnage, tonnage sans lequel l'Angleterre ne peut conduire ses guerres ni soutenir ses alliés. L'Italie souffre déjà maintenant de privations presque insupportables.

Si l'on suppose que l'Angleterre dispose de six à sept millions de tonnage pour ses besoins vitaux, pour son maintien économique, pour l'importation de matière première et besoins semblables, la perte en février seulement aurait déjà diminué du 13 % ou au moins du 11 % la capacité du fret.

Pester Lloyd, 6.III.17. — Approbation absolue en Hongrie :

Le point capital de la note austro-hongroise réside dans la démonstration que notre blocus des mers est la réponse au blocus maritime anglais et est par conséquent un acte de défense justifié. La note contient aussi la preuve que dans la forme actuelle de notre guerre sous-marine il est tenu compte de l'humanité, l'expérience a cent fois démontré que par l'avertissement donné aux bateaux isolés se trouvant en cours de route, et malgré les meilleures intentions des belligérents, d'innocentes vies humaines peuvent se perdre. Le blocus, qui remplace l'avertissement particulier par un avertissement général à la navigation dans la zone dangereuse n'abandonne pas le sauvetage des vies humaines au hasard. L'avertissement général est en même temps une sécurité générale et absolue des non combattants. Pour être considéré et épargné comme non combattant il ne suffit naturellement pas de s'abstenir de participer activement au combat. Un non combattant devient au contraire un très dangereux combattant s'il veut par sa seule présence sur un vaisseau empêcher un belligérant d'employer tous ses moyens de combat. La prière formulée dans la note austro-hongroise à l'Amérique de mettre en garde les citoyens des Etats-Unis contre des voyages dans la zone interdite est en elle-même la preuve la plus claire de notre intention de rester humains et de montrer notre considération pour les neutres.

Neues Wiener Journal, 6.III.17. — La véritable humanité.

Après avoir célébré avec force les termes heureux et les sentiments humanitaires développés par la réponse autrichienne, le *Neues Wiener Journal* termine :

... Cette réponse doit satisfaire d'autant plus l'Amérique qu'elle est formulée fièrement et avec une franchise qu'on ne saurait suspecter. L'Autriche-Hongrie et l'Amérique n'auront très probablement aucun contact en mer puisque nos sous-marins ne sillonnent pas l'océan Atlantique. Les principes qui sont affirmés une fois de plus dans la note du comte Czernin font entrevoir un conflit comme impossible. Si avant tout l'Amérique veut vraiment faire valoir des

idées, sa théorie est d'accord avec celle de l'Autriche-Hongrie.

Neues Wiener Journal, 7.III.17. — Wilson II. — Une idée de coup d'Etat. — Le discours d'inauguration :

Wilson a commencé constitutionnellement sa seconde présidence le 5 mars. Il a simultanément publié un message au pays et prononcé son discours d'inauguration. Les deux manifestes de Wilson sont des plus importants et montrent la très haute idée qu'il a de lui-même. Dans son message au pays il menace directement d'un coup d'Etat... Dans son discours d'inauguration il caresse encore une fois pour le futur la perspective de droits des peuples, mais pour le présent il y fait une déclaration tout à fait nette que les Etats-Unis se placent aux côtés de la tyrannie maritime anglaise et qu'ils sont prêts à combattre pour la liberté des mers telle que la comprend l'Angleterre, soit donc cette liberté mensongère, qui implique la non liberté de toutes les autres nations, et qui bloque les mers à toute navigation et à tout commerce qui ne sont pas anglais.

Reichspost, 7.III.17. — Les forces militaires de la Chine :

La Chine ne peut être envisagée comme puissance militaire que dans une mesure des plus limitée, parce qu'elle ne dispose momentanément d'aucune force de combat appréciable prête à agir et pouvant avoir une influence sur la marche de la guerre mondiale. Une force de combat moderne n'a été créée en Chine que récemment...

Reichspost, 10.III.17. — Courants en Russie (de notre ancien collaborateur de Pétrograde) :

Si l'on veut se représenter conformément à la vérité les conditions politiques russes, il faut considérer que ce sont justement les éléments démocratiques de la Russie qui préchent la guerre au couteau contre le germanisme. Il ne subsiste guère de doute que la révolution en Russie s'approche à pas de géants. Mais nous devons nous garder de considérer les révolutionnaires russes comme nos amis, quel que soit notre désir de voir notre plus puissant ennemi ébranlé, car ils ne nous haïssent pas moins qu'ils en veulent à la vie de leur gouvernement, et dans leur gouvernement ils haïssent précisément ce qu'ils nomment allemand, savoir le conservatisme; c'est là toutefois un conservatisme que nous ne devrions reconnaître en aucun cas comme allemand, et que nous ne pourrions tout au plus considérer que comme une caricature de l'esprit allemand.

HOLLANDE

De Amsterdamer, 27.II.17. — Wilson le pacifique :

On ne peut pas dire qu'il n'y a plus de personnes pacifiques dans ce monde. En ces temps de folie guerrière générale il y a au moins un homme, un chef d'Etat, qui dispose d'une force extraordinaire, qui a son peuple derrière lui et qui pourrait se permettre le luxe sanguinaire d'une guerre sans qu'il y ait beaucoup de dangers pour lui et qui néanmoins se tord dans toutes sortes de détours diplomatiques pour échapper à un conflit.

Oui vraiment, cet homme, le président Wilson, a le cœur tranquille.

On peut nommer son attitude faible, chancelante et intéressée, mais ce qui est certain c'est qu'il cherche « avec larmes et soupirs » à maintenir la paix. Mais en agissant ainsi sa position semble intenable. Le président Wilson est un bon et brave homme, mais s'il veut garder le nom d'un vaillant et être honnête alors il doit rester fidèle à sa parole

et prévoient la possibilité de faire cesser pendant la guerre le payement des dédommagements de la révolte des et oser tirer les conséquences de ses promesses et de ses déclarations. Et qu'il hésite à le faire, qu'il attende toujours comme espérant que l'Allemagne renonce à cette cruelle guerre sous-marine et permet entre temps que les droits des neutres et les lois de l'humanité soient impunément violés, c'est à cela que le peuple américain s'oppose de plus en plus dans ses conceptions républicaines et en fait un grief à Wilson.

Algemeen Handelsblad, 3.III.17. — L'Allemagne et le Mexique :

On ne peut s'étonner de cette recherche d'alliés lorsqu'on voit l'Entente s'efforcer d'entraîner la Chine avec elle. Le « Times » apprend de Pékin que les ambassadeurs des pays alliés ont remis une note au gouvernement chinois dans laquelle ils approuvent l'attitude de la Chine envers l'Alle-

Boxers et que la revision du tarif douanier sera accordée si la Chine rompt les relations avec l'Allemagne et l'Autriche.

C'est autant une recherche d'enrôler des alliés que la tentative de l'Allemagne près du Mexique. Et l'influence du Japon, qui depuis la prise de Kiau-Tchéou ne fit rien d'autre que raffermir sa position en Chine, fera beaucoup pour que l'action des ambassadeurs aboutisse au résultat voulu.

On travaille ainsi des deux côtés pour étendre le conflit, pour entraîner le monde entier dans cette guerre, pour augmenter la dépense de nouveaux milliards et pour ne laisser personne en dehors de cette guerre mondiale dévastatrice, afin que personne ne soit neutre à la fin.

Le *Limburger Koerier* du 3.III.17 commente l'article du *Vaderland* de Paris où ce journal déclare que les cercles commerciaux d'Anvers ont appris avec indignation l'attitude passive que le gouvernement belge a adopté dans la question de l'ouverture de l'Escaut. C'est une question de mots, dit le journal, car la navigation belge a de tout temps été libre sur l'Escaut. Mais, ajoute le journal hollandais, le *Vaderland* voudrait aussi que les vaisseaux de guerre aient le libre passage, en d'autres mots que la voie fluviale devienne belge; la Hollande pourrait répondre du tac au tac qu'Anvers doit devenir hollandaise attendu que l'embouchure de l'Escaut est hollandaise.

De Toekomst, 3.III.17. — La catastrophe près des îles Scilly:

Que les bateaux avec leur cargaison précieuse se perdent pour la Hollande est en premier lieu de leur faute (des armateurs); il n'était pas utile de partir avant le 17 mars. Toutefois nous ne voulons pas dissimuler que d'après notre opinion la garantie par l'Allemagne d'une sécurité relative contenant une « *contrititio in terminis* » est une absurdité.

Les héros de la plume peuvent maintenant se lamenter sur la furie sous-marine; si jamais l'heure sonnera (que Dieu l'empêche) où le peuple hollandais soit obligé de se battre pour son existence alors on peut s'attendre que les mêmes hommes qui trouvent actuellement si bien à critiquer diraient que l'ennemi éventuel de la Hollande doit être vaincu par les sous-marins partout où cela pourrait donner de bons résultats.

Il est agréable de voir que l'Allemagne montre à notre égard un vif regret du résultat fatal de la décision des armateurs, un regret d'autant plus grand que par trois fois il a été essayé de garantir une navigation aussi sûre que possible. Le gouvernement allemand semble aussi prêt à nous indemniser autant que possible de notre perte.

De Telegraaf, 4.III.17. — Témérité:

Le député (délégué) au *Ryksdag* Heidebrand, dans un discours tenu à Hambourg sur la guerre sous-marine à outrance et sur le torpillage des bateaux hollandais, a dit:

« Vous avez vu que nonobstant la Hollande avec qui nous sommes toujours en meilleurs termes ainsi qu'avec la plupart des autres pays neutres, les commandants de nos sous-marins n'ont pas hésité à tirer les conséquences que notre point de vue apporte, lorsque le 23 février les bateaux hollandais s'exposèrent d'une façon téméraire dans la zone défendue. Je regrette infiniment et vous probablement aussi (les auditeurs du délégué) que pareille chose soit arrivée aux Hollandais. Ils le savaient et cela ne fait pas de mal que tous les autres que cela regarde le sachent aussi: celui qui s'aventure dans la zone interdite y est torpillé. Les Amé-

ricains qui ont l'audace de laisser croiser leurs bateaux de façon provocante dans la zone défendue, doivent se le tenir pour dit. Les Américains sont prévenus! Ils s'apercevront que les temps sont passés — et ils doivent être passés — où l'on pouvait se permettre de telles provocations. Cette guerre sous-marine que nous venons de commencer nous donnera la victoire et il n'y a aucun doute: on ne permettra pas de l'éluéder. »

Nous savons maintenant ce qu'on pense en Allemagne sur les promesses officielles allemandes des « assurances relatives » qui avaient été données avant le départ du 23 février. Et se permet-on d'attacher certaine importance à une parole officielle allemande, alors c'est de la « témérité ». Malgré les vantardises continuelles à l'adresse des Américains se trouvent comme des faits calmes, l'annonce des départs et le passage sans empêchements de l'« Orléans » et du « Rochester ». Commentaires inutiles.

Het nieuws van den Dag, 4.III.17. — Pain de guerre:

Il ya un peu plus d'un an les propagandistes de l'Entente dans notre pays s'étonnaient que l'Angleterre ne nous avait pas encore rationnés depuis longtemps. Nous y sommes incontestablement arrivés avec le bienveillant concours des sous-marins allemands! Nous sommes rationnés: après les cartes de pain nous avons maintenant en perspective du pain de guerre, et cela alors qu'hier la nouvelle nous est arrivée de Paris, capitale de la France « belligérante » qu'on y examine l'« introduction » d'une carte de pain. La Hollande bien que non belligérante est bien plus avancée. D'après quoi nous pouvons encore une fois conclure que les affaires de la guerre et de la paix intéressent autant les neutres que les combattants, dans certains cas moins, dans d'autres plus.

Het nieuws van den Dag, 6.III.17. — Flamand:

Le nouveau nom de la nouvelle chose est écrit ainsi par le « *Kölnische Zeitung* »; d'autres journaux écrivent « *Vlamland* ». Surtout pas « *Vlaanderen* » (Flandres). On sent la nuance.

Le journal estime que si le mouvement flamand est une simple question belge, il ne peut inquiéter la Hollande. Mais ce qui s'y passe, même si cela ne se nomme que « quelques pas » vers l'autonomie intérieure, doit intéresser la Hollande et l'on ne peut nous en vouloir que nous y regardions de près d'un œil sévère.

Une Flandre qui recevrait son autonomie ou même (à la longue) sa souveraineté de l'Allemagne, ne se laisserait pas employer contre elle. Malheureusement la Wallonie se trouve entre « *Flamland* » et l'Allemagne, la Wallonie où les troupes et les autorités allemandes n'ont pas laissé de souvenirs amicaux. Nous voudrions bien connaître le sort que ces Messieurs de Berlin ont décidé pour la Wallonie.

Et concluant:

En tout cas, nous comprenons maintenant un peu plus les propositions allemandes concernant le règlement de l'Europe occidentale, propositions avec lesquelles les délégués allemands viendront à la conférence de la paix.

A moins que le cours des opérations de guerre ne bouleverse toutes ces belles perspectives.

De Telegraaf, 6.III.17. — La trahison flamande:

Pour nous les intentions des soi-disant « activistes » ont été claires depuis le début et ce qui se passe maintenant confirme abolumment ce que nous avons toujours dit: Les activistes n'ont fait rien d'autre que suivre les traditions de

ces Flamingants pour qui la question flamande ne fut autre chose qu'une chasse aux places pour lesquelles il ne faut pas travailler et qui sont généralement rémunérées.

Et laissez-nous dire franchement la vérité: cette sorte de Flamingants forme la majorité parmi les soi-disant meneurs du mouvement flamand. Cherchez un Flamingant notoire en Belgique... sept fois sur dix vous le trouverez dans les bureaux des administrations publiques, dans une bibliothèque communale, dans les archives municipales, dans un musée... toujours quelque part où cela se fait facilement et où personne ne sait ce que l'on y fait.

Het nieuws van den Dag, 7.III.17. — La guerre maritime:

Notre navigation vers l'Angleterre et la France est interdite sur l'ordre allemand; les ports allemands de la mer du Nord sont fermés par un barrage anglais, et seulement parce que les Allemands furent assez « bienveillants » de vouloir retirer leur ligne de barrage un peu plus en arrière vers l'ouest, nous avons maintenant un goulet vers le nord et par là vers l'Océan où notre navigation sera sous peu sans danger, ou peut-être « relativement sans danger » puisque les mines iront toujours à la dérive et que les commandants de sous-marins peuvent se tromper.

De Telegraaf, 8.III.17. — Parlant du discours du ministre Posthuma (agriculture):

On réclame, s'écria-t-il, que notre récolte est mauvaise, qu'il y a manque d'engrais chimiques et de fourrage. Mais l'Angleterre tient nos bateaux qui devaient nous importer tous ces produits. On me reproche que je n'ai pas songé aux réserves de charbon. Pourtant j'ai fondé une Compagnie

pour la réserve du charbon. Mais notre fournisseur (l'Allemagne) a refusé de nous livrer les charbons pour cette société parce qu'il ne voulait pas faire une réserve, qui éventuellement aurait pu servir contre lui. Ainsi nous nous trouvons entre l'enclume et le marteau.

De Amsterdamer, 8.III.17. — Sombres perspectives:

Même si nous pouvions avoir nos communications par mer aussi bonnes que possible, l'horizon ne se serait pas éclairci. Car si l'épouvantail de la faim est peut-être encore éloigné de nous, il se rapproche en tout cas de façon menaçante.

Het nieuws van den Dag, 8.III.17. — Wilson:

« Les mers doivent être libres et sûres pour tous les peuples », dit Wilson. Que fit-il en 1914 alors que l'Angleterre déclara une grande partie de la mer du Nord comme « champ de bataille », et en semant des mines en fit des eaux dangereuses si bien que des bateaux, des marchandises et des équipages américains pouvaient être victimes? Il protesta longuement, mais le gouvernement anglais ne répondit que près d'un an plus tard; cela fit-il ombrage aux relations amicales anglo-américaines? Empêcha-t-on l'exportation du matériel de guerre et les financiers américains fermèrent-ils leurs bourses aux alliés? Mais Monsieur Wilson est pacifiste ou du moins il se fait passer pour tel. Quand dernièrement l'Allemagne présenta des pourparlers de paix et que Wilson offrit sa médiation, que fit l'Entente? Elle refusa poliment mais non sans ironie hautaine. Le pacifiste Wilson changea-t-il pour cela son attitude amicale envers l'Angleterre?

POLOGNE

La question de l'armée polonaise est toujours à l'ordre du jour. Le chef du Département militaire du Suprême Comité national, le colonel Sikorski est optimiste et voilà ce qu'il a déclaré dans une interview au journal *Dziennik Narodowy* (Piotrkow Royaume de Pologne):

Nous avons à notre disposition, tout à fait intactes, les classes 1915, 1916 et 1917, puis un nombre respectable d'hommes réformés pour diverses raisons entre 22 et 26 ans et enfin toutes les classes au-dessus de 36 ans, qui n'ont point été appelées par les Russes. En outre, dans certains gouvernements, les Russes n'ont pas appelé non plus la classe 1914.

Comme on aspire à la création d'une armée régulière aussi nombreuse que possible, il faut commencer d'abord par l'enrôlement volontaire. Un appel du Conseil d'Etat provisoire devrait donner plusieurs dizaines de milliers de volontaires qui rempliraient les cadres de la première armée polonaise et rendraient possible la formation de nouveaux cadres pour d'autres corps d'armée.

On n'est pas content partout en Pologne du présent état de choses et dans un article « De la Patience », le *Kurjer Polski* de Varsovie (18.II.17) calme les mécontents et impatients:

Si le Conseil d'Etat avait la possibilité de faire un geste théâtral, s'il pouvait produire un effet quelconque, il aurait gagné en quelques jours la reconnaissance et le crédit. Mais malheureusement on ne fonde pas un Etat par des gestes. Un travail pénible et qui progresse lentement — voilà le chemin que les institutions d'Etat doivent suivre. Il est difficile que les masses inconscientes, n'ayant aucune con-

naissance de la vie d'un Etat soient enthousiasmées par cette sorte de travail. A l'heure qu'il est on construit à peine l'échafaudage, on commence seulement à creuser pour les fondations et il est vraiment impossible d'exiger de la masse qu'elle admire la beauté architecturale du nouveau bâtiment.

* * *

A propos d'une lettre de Lord Grey, l'aïeul de l'homme d'Etat anglais bien connu, écrite le 1er juillet 1814 à Kociuszkow où il est dit que la Pologne doit obtenir l'« indépendance » complète, le même *Kurjer Polski* du 22.II.17 dit:

L'opinion de Lord Grey est presque exactement reproduite dans le message de Wilson au Sénat américain. Les historiens ont maintes fois remarqué, que si le Congrès de Vienne n'avait pas commis la faute de mettre le royaume de Pologne créé par lui sous le sceptre du tsar, l'histoire de l'Europe orientale aurait pris une autre tournure. Si le Congrès de Vienne avait donné le royaume de Pologne à un roi de Saxe par exemple, le pays serait resté en paix et bien-être jusqu'à ce jour. L'union du royaume de Pologne à la Russie n'était pas naturelle et Lord Grey, à son époque déjà, déclarait que la seule solution de la question polonaise était l'indépendance du pays.

Le mécontentement des Polonais en Russie devient de plus en plus grand. On est las de promesses, de demi-mesures dont on est submergé et on commence à s'impatienter. Voici ce que dit la *Gazeta Polska* du 21.II.17, dont la voix est d'autant plus intéressante qu'elle provient de milieux connus par leurs sentiments russophiles:

Le Conseil des ministres s'est décidé à annuler les restrictions. Cette décision produira dans le public un effet sensationnel, la sensation n'en sera que plus grande lorsqu'on apprendra quelle fut la première démarche orgueilleuse du Conseil des ministres dans cette voie. Eh bien, nous apprenons par hasard (nous apprenons en Russie les choses importantes concernant la Pologne par hasard) que le Conseil des ministres a reconnu qu'il serait actuellement admissible d'accorder la permission de chanter l'hymne « Boze cos Polske » dans les églises. Il est vrai que cette magnifique concession avait été publiée dans les journaux il y a quelques mois, — mais comme on le voit, elle était absolument inexacte. A ce moment le Conseil des ministres ne faisait que réfléchir s'il fallait risquer une telle démarche — mais quelques gouverneurs de province ayant protesté, il s'est rétracté. Et tout est resté comme par le passé dans les circulaires toutes puissantes.

« Et voilà que l'Eglise polonaise de Moscou reçoit un document où il est dit que : « Le Conseil des ministres a reconnu qu'il serait possible d'accorder la permission d'exécuter à titre exceptionnel (!) dans les églises pendant les services divins en commémoration de Sienkiewicz (seulement (!) la prière « Boze cos Polske » avec une autorisation spéciale pour chaque fois (!!!) et à condition que toutes manifestations et chants en dehors des églises fussent prohibés. »

« Ceci s'appelle une politique prudente de réformes — par l'évolution, sans secousses révolutionnaires! Peuple polonais — écoute ce que dit M. Protopopoff : — il surpassera de beaucoup les misérables apparences prussiennes d'indépendance. L'ordre impérial du 25 décembre à l'armée et à la flotte te promet que tu seras libre et unifié. Un commentaire autorisé, quoique non officiel t'explique que cette liberté — c'est un Etat propre, un corps législatif, une armée propre, mais M. Protopopoff comprend ces paroles à sa manière et dans le Conseil des ministres il te donne un fait : il t'es permis, exceptionnellement, avec chaque fois une autorisation spéciale, et surtout sans pensées subversives, sans idées malséantes de manifestation de chanter à l'église non pas l'Hymne national (c'est un titre dangereux) mais la prière « Boze cos Polske ».

... Vraiment, la patience s'épuise. Cependant c'est la patience qui est l'unique moyen de lutter avec la provocation : ne pas se laisser provoquer. Et les masses croyantes ne se laisseront pas provoquer... sachant bien que nous avons à conquérir de choses plus importantes que la liberté de

chanter à l'église. Mais il serait temps que M. Protopopoff et tutti quanti comprennent exactement la voix de nos représentants — trop délicate jusqu'à ce jour pour ces oreilles — qu'enfin nous en avons assez. Ce misérable jeu ne saurait que profiter à la politique prussienne...

« Il est vraiment difficile de concevoir que le Conseil des ministres n'ait pas de décisions plus importantes à prendre dans la question polonaise en un tel moment. »

En parlant de la Commission russe pour les affaires de Pologne (récemment créée), le journal *Echo Polskie* de Moscou du 15.II.17 s'élève vivement contre les méthodes et l'esprit qui guide les milieux politiques russes dans la question de Pologne :

« Il faut admettre les Polonais aux débats sur le sort et le régime futurs de la Pologne et des Polonais, parce que autrement... ils se fâcheraient, il faut le faire parce qu'ils sont... ambitieux et très sensibles sur ce point.

... Si M. Rodzianko et M. Milloukoff déclarent que la Pologne doit être « arrangée » par la Douma seule, et le « Novoïe Vremia » ajoute « respectez l'ambition des Polonais, qui ont cette particularité d'aimer à s'organiser eux-mêmes — la différence n'en est pas grande. Car « la Pologne » ne peut être seulement... tolérée. La base du moment historique, dont nous sommes les témoins est fondée non seulement sur le changement du rapport de la Pologne aux droits... des partages, mais aussi sur la pleine restitution de son droit personnel, qui possède quelques paragraphes, dont le premier est : « Tu es libre! »...

Il faut donc tirer une conséquence, en songeant bien, que nous, Polonais, nous la tirons et pour la baser nous avons quelque chose de plus que l'ambition et la sensibilité... Les tentatives faites pour « radoucir » les Polonais ne régleront pas la question. Il faut nous contenter...

Et si, dans la révision des rapports polono-russes... nos particularités nationales doivent être prises en considération, il faut qu'on sache qu'elles émanent avant tout des droits et de la dignité — de l'homme libre.

* * *

Nous citerons dans notre prochain numéro les extraits de la presse de Galicie et Posnanie.

BELGIQUE

Le Belgische Standaard, 27.II.17. — Colonies et colonisation :

Une des causes de cette guerre mondiale est certainement la possession des colonies. Et on en trouve une des nombreuses démonstrations dans l'entretien du chancelier de l'Empire avec Sir E. Goschen, ministre anglais à Berlin, le 29 juillet 1914.

Tout pays qui veut tenir une place et un rang dans le concert des nations, ne peut se passer de colonies.

Et si l'on prend comme exemple la France, on constate qu'elle aurait eu le dessous dans cette lutte gigantesque, si elle n'avait pu puiser dans ses colonies les deux tiers de ses besoins. Il en fut de même pour l'Angleterre.

Nous possédons également une colonie, et depuis deux ans, nous n'entendons plus parler, sauf cependant qu'un emprunt de 90 millions fut contracté, et que le trafic maritime entre les ports anglais, français et congolais subsiste toujours. Et c'est tout.

Nous pensons que le moment est arrivé de démontrer par des statistiques concluantes la raison d'être, l'utilité, l'indispensabilité de notre colonie congolaise.

Qu'attend-on ?

Les Nouvelles, 4.III.17. — Les traîtres :

La « Vossische Zeitung » publie les noms des Flaminiants qui ont été à Berlin. Ce sont les nommés : Van den Broeck, Dumon, Dr Verhees, professeur Lambrechts, le directeur général Tack et le directeur général Vernieuwe, du ministère des sciences et des arts.

Les Nouvelles, 6.III.17. — Sachons rester nous-mêmes :

Nous sommes à une époque où la méfiance est une vertu primordiale et où la prudence est plus que jamais mère de la sûreté. Mais ne confondons pas les précautions élémentaires qui nous doivent garantir l'avenir, avec les rancunes mauvaises et les instincts pervers dont l'éclosion en nous n'est qu'un avantage remporté, sur nous-mêmes et à notre insu, par nos plus mortels ennemis. Tout ce qui est bon, tout ce qui est beau, tout ce qui est radieux, c'est la civilisation latine triomphante et agissante; tout ce qui est louche et généreux, c'est la kultur avec sa langue de vipère et sa haine nauséabonde. Nous sommes comptables de notre choix à nos ascendants comme à nos descendants. Sachons

continuer les nobles traditions raciques et les développer si possible dans la voie du bien. Pour cela, il nous suffira de vouloir avec constance et vigilance. Et ce sera encore une façon — et non des moindres — de préparer pour l'après-guerre le relèvement intellectuel et moral du pays.

La Métropole, 7.III.17. — Ces bons Hollandais :

Sous le titre « Un Zeppelin », la « Nieuwe Rotterdamsche Courant », organe hollandais des plus graves et du reste germanophile, écrit dans son « avonblad » du 17 février :

On nous mande de Gameraen-lez-Zalt-Bommel :

Ce matin, vers 6 heures, un zeppelin a passé par ici dans la direction ouest-est, voguant très bas. On a tiré dessus ici avec un revolver, mais le navire aérien ne fut pas atteint.

Sans commentaires!

XX^e Siècle, 7.III.17 :

Continuant l'odieuse comédie dont l'ouverture de l'Université flamande de Gand n'est qu'un épisode, le chancelier veut faire croire au monde que l'Allemagne travaille à « libérer » les Flamands! Il ne cite pas les noms des quelques individus de sac et de corde qui ont fait le voyage de Berlin pour une trentaine de deniers. C'est qu'on n'y trouverait pas un seul homme qui ait le droit de parler au nom de la Flandre, pas même un seul qui y jouisse de quelque autorité ou de quelque estime. Les vrais Flamands qui vont en Allemagne y vont en captifs comme Paul Frédéricq et les ouvriers réduits en esclavage pour avoir refusé de travailler contre leur pays. Ceux-là, qui sont des milliers, ont le droit de parler au nom des Flamands et on sait ce qu'ils disent. Ce n'est pas à eux que le chancelier ouvrirait les portes du Reichstag!

Le XX^{me} Siècle, 8.III.17. — Les idées d'un ouvrier socialiste sur la Belgique de demain :

... Jamais l'idée ne lui est venue, nous en jurerions, que c'est pour augmenter le nombre des électeurs « cléricaux » que nous réclamons, nos amis et nous des frontières (*censuré*). « Je ne vois pas, dit-il, en quoi la Belgique serait plus grande parce qu'elle aurait annexé quelques villes. » Un peu de patience et vous le verrez, citoyen. Ce n'est pas une question de géographie, mais de nécessité uniquement, de protection militaire et de défense économique. Plus notre glacis oriental sera (*censuré*) et solide, mieux le peuple belge sera protégé, plus il comptera dans l'Europe de demain, et nous démontrerons facilement, quand la liberté sera rendue à la presse, que la prospérité de notre industrie et le bien-être de notre classe ouvrière sont intéressées à l'opération, qui est autre chose qu'un coup de crayon sur une carte.

Les Nouvelles, 8.III.17. — La question flamande :

Et bien, ils marchent les Flamingants! Ne trouvez-vous pas ?

Ils se sont empressés d'abord de prendre la main, encore toute dégoulinante de sang, que leur tendaient les Allemands leurs maîtres, bourreaux de leur pays. Ils ont accepté ensuite de faire le jeu de l'ennemi et de tramer contre l'unité de la patrie le plus infâme complot en soumettant à l'occupant un prétendu conflit linguistique où il n'avait aucun droit ni aucune qualité d'intervention. Ils ont porté devant lui des revendications exacerbées par le plus violent esprit de coterie et lui ont demandé le redressement d'« injustices » et de « tyrannies » qui n'ont jamais existé que dans leurs imaginations malades et dont le seul énoncé, avant la guerre, eût secoué d'un rire homérique et inextinguible toute la Flandre.

... On ne pendra pas haut et court ces écervelés, comme

ils le méritent tous cent fois. Ce serait leur faire trop d'honneur aussi que de leur envoyer les trois balles qu'ont reçues tant de nos martyrs assassinés par leurs maîtres. On se bornera à chasser ces sans-patrie, à coups de botte, au-delà de nos frontières et comme les Boches eux-mêmes, après en avoir usé jusqu'au zeste n'en voudront plus, ils erreront de par le monde comme des réprouvés, traînant après eux comme un boulet leur honte et peut-être leurs remords.

Vaderland, 8.III.17, dit au sujet du Conseil des Flandres :

Nous demandons au gouvernement du Roi, qui mieux que nous, peut découvrir les noms des traîtres, de les faire publier. Et nous réclamons avec énergie du gouvernement, au nom des milliers de Flamands, restés fidèles à la Belgique et au Roi Albert, et qui nous lisent la condamnation à mort de tous les traîtres.

Un soldat qui frappe son supérieur est fusillé. Il est juste et équitable, que quiconque frappe son prince au visage et le trahit, reçoive le même châtement.

D'ailleurs, ils seront exécutés de toute façon, si ce n'est par ordre du gouvernement, ce sera par le peuple.

Et on ne trouvera pas un seul juge, en Belgique, pour punir le justicier.

Cette comédie doit finir par un drame: une balle pour chaque traître.

Vrij België, 9.III.17 :

Ce que l'association secrète, qui se nomme le Conseil des Flandres vient d'accomplir, constitue un forfait, tant à l'égard de la Belgique, qu'à celui de notre peuple flamand.

Pour nous-mêmes, qui avons sans cesse rempli nos devoirs de Flamands envers le pays, les derniers événements peuvent être considérés simplement comme un coup d'épéon, qui nous fera accélérer notre marche dans le droit chemin dans l'attente confiante, que tous les Flaamnds fidèles et de bonne volonté, reconnaîtront, que ce chemin est le seul sûr et honorable, avec une conviction inébranlable — ce que soutient d'ailleurs également le chancelier — que la Flandre porte en elle-même la possibilité, pourvu qu'elle puisse défendre son droit, d'obtenir par ses propres moyens, sa renaissance morale, dans une Belgique libre et indépendante.

Stem uit België, 9.III.17 :

On sait comment, sans raison aucune, lors de la prise de Lemberg par les Russes, l'archevêque polonais comte Szepitinski, fut déporté en Sibérie, puis grâce à l'intervention du Saint-Siège et de plusieurs personnalités influentes, enfermé dans un couvent, réservé aux prêtres orthodoxes, à Juzdal, sans que le prélat puisse lire jamais la sainte messe, ni même recevoir les saints-sacrements. L'Autriche a fait l'impossible pour libérer l'archevêque. Le gouvernement a même offert aux Russes, par personnes interposées, d'échanger l'archevêque contre un nombre de personnalités marquantes appartenant à l'armée ou à la bourgeoisie russes. Tout cela fut inutile. Les Russes ne peuvent pardonner l'opposition que forma l'archevêque Szepitinski, depuis de longues années, à la propagande orthodoxe en Galicie.

Les journaux orthodoxes écrivirent naguère que cet archevêque était le plus grand ennemi de l'orthodoxie et, par conséquent, de la Russie, ils demandèrent de le réduire à l'impuissance, à la première occasion.

Quoique le prélat fut parfaitement au courant de ces sentiments, il ne voulut point quitter la ville de Lemberg, lors de son investissement, et conserva sa place au milieu de ses fidèles.

Il y a quelques mois, il fut extrait du couvent de Juzdal et emmené à Jaroslaw sur la Volga. Quoique son sort s'y fut quelque peu amélioré, la santé fort compromise de l'ar-

chévêque ne peut supporter plus longtemps le climat de la Russie et les souffrances de l'exil.

Le Saint-Siège fait tout ce qui est en son pouvoir afin de rendre l'archevêque définitivement à la liberté.

(Inutile de souligner après l'article courageux du Dr Seton-Watson dans « The New Europe », combien cette libération serait de nature à rallier tous les catholiques slaves à la cause de l'Entente, ou renforcerait la fidélité de ceux-ci.)

Le XX^e Siècle du 9.III.17, reproduit l'*Indépendance* du 6 mars. — L'odieuse comédie du « Conseil de Flandre » :

Le programme de ce Conseil nous prouve clairement qu'il veut rendre la Belgique impuissante contre l'Allemagne. Les trois premiers points de ce programme sont :

1. L'opposition à tout annexionnisme ;
2. Rétablissement de la Belgique dans ses anciennes limites ;
3. Vente de la colonie du Congo (à l'Allemagne, naturellement).

Une feuille activiste paraissant en Hollande reconnaît carrément que ce programme a pour but de briser la force nationale de la Belgique. Il aurait été impossible de s'exprimer plus clairement. Tel est bien le but des activistes : détruire la Belgique et livrer les Belges aux Allemands, que Dieu préserve de la défaite, ajoute la même feuille.

Le Socialiste belge, 10.III.17. — La séparation administrative :

M. Louis Piérard doit être content.

Le chancelier de l'empire allemand vient de réaliser temporairement un de ses vœux.

Recevant une délégation du Conseil des Flandres — dénomination pompeuse pour désigner les groupes activistes flamands — M. Bethmann a annoncé que le pouvoir occupant procéderait à la séparation administrative complète des provinces wallonnes et des provinces flamandes.

Nous avons, nous, toujours combattu la séparation administrative.

Quand le sénateur libéral de Liège, M. Dupont, lança son cri fameux, nous avons signalé les dangers de cette politique qu'on désigne parfois du nom de « fédéraliste » et qui n'est au fond qu'une conception de petit bourgeois.

Quand Jules Destrée se laissa aller à nous menacer de séparation et quand les jeunes littérateurs wallons — genre Piérard — firent écho avec une imprudence juvénile regrettable, ils ne se doutaient pas qu'un jour, leur arme allait se retourner contre eux.

Que peuvent-ils dire aujourd'hui ? Rien.

Ils ont préconisé la séparation avant la guerre. Ils peuvent difficilement la condamner aujourd'hui.

En ce qui nous concerne, nous sommes et restons partisans de l'autonomie des cultures flamande et wallonne en Belgique, mais dans le cadre de l'unité administrative du pays.

Le Socialiste belge, 10.III.17 :

Le ministre de guerre de Prusse a prononcé un discours d'excitation scandaleux. Il a essayé de justifier les déportations en disant que les ouvriers belges avaient tiré sur les troupes allemandes.

* * *

A la séance du Reichstag du 28 février 1917, Ledebour a protesté énergiquement contre les mauvais traitements infligés aux ouvriers belges déportés.

Le même journal publie un second article sur les « annexionnistes belges » — après avoir fait remarquer qu'il y a des annexionnistes dans tous pays « même dans cette Hollande pacifique et

neutre » et que les annexionnistes allemands sont de beaucoup plus nombreux et convaincus que les belges :

Chez nous, cette politique reflète tout au plus les aspirations d'un groupe, d'un groupe très remuant il est vrai, mais d'un groupe restreint qui, se sachant condamné et par l'opinion publique belge et par le gouvernement, semble avoir placé ses dernières espérances sur l'exaltation des esprits qu'engendrera la victoire¹, sur l'appui rencontré dans certains milieux réactionnaires de France et sur le concours d'une presse coupablement complaisante par ignorance ou par servilité. Aussi cherche-t-on à s'abriter derrière le dos des Alliés². Mais, dans les milieux belges, d'une façon générale la cause annexionniste n'est pas en faveur et, à un certain moment, elle tomba même dans un tel discrédit que le « XX^e Siècle » lui-même eut honte, pendant quelque temps, de ses propres doctrines.

Après avoir déclaré que le mouvement annexionniste belge est insignifiant et ne doit être dénoncé que parce qu'il porte atteinte à la trêve des partis et qu'il est nécessaire de mettre en garde contre la séduction des doctrines conquérantes, l'auteur de l'article déclare « qu'il est permis de penser toutefois que si nos amis de Hollande savaient d'où viennent ces criaileries inopportunes, ils n'entreprendraient pas plus longtemps, comme ils semblent vouloir le faire, des alarmes injustifiées... Il n'y a pas de Belgique conquérante, mais une Belgique martyre, affreusement frappée dans ses enfants, dans ses biens, dans ses institutions et dont l'histoire dira aux générations futures, les sacrifices, les malheurs, les tortures — et la gloire !

Le XX^e Siècle, 11.III.17, sous le titre : « L'ajournement du Congrès socialiste des pays alliés » annonce l'ajournement de ce Congrès :

« Nous apprenons, dit-il, que le gouvernement français a refusé au secrétaire du Bureau international socialiste déjà pourvu de l'autorisation du gouvernement belge, les passeports nécessaires à son arrivée à Paris. »

D'après « Het Volk », organe officiel du parti socialiste hollandais (No du 19 février), M. Camille Huysmans a dit le 18 février devant la Fédération socialiste des travailleurs belges de Hollande :

« Le moment historique de reprendre toute la lutte pour la paix est arrivé. Une victoire sur les champs de bataille est impossible. Il est temps de crier aux gouvernants : « Vous avez assez tué ! »

On comprend que les gouvernants des pays de l'Entente estiment qu'il suffit que M. Camille Huysmans crie cela de La Haye. Un seul des belligérants aurait intérêt à ce que M. Huysmans vint le crier à Paris et son intérêt ne se confond pas tout à fait avec celui des peuples de l'Entente...

Le même numéro contient un long article visant « une déclaration du baron Beyens sur de

¹ C. Huymans ayant affirmé que les Belges du pays occupé, loin d'approuver un programme annexionniste, ne veulent même pas y songer, M. Bernard répliqua en disant notamment : « Attendons avec confiance. L'espérance qu'un simple signe de victoire fait naître au cœur des Belges restés en pays est une preuve qu'au jour où cette victoire sera devenue une réalité, il seront tous avec nous. »

² Voir *Belgische Dagblad* du 26-5-16.

prétendues découvertes allemandes ». Il s'agit des « conventions de 1906 entre deux officiers supérieurs anglais et belge. Les documents « nouveaux », continue le journal d'après le ministre belge, n'ajoutent rien au rapport au point de vue de la démonstration que l'on cherchait à en tirer. En réalité, c'est une seconde mouture qu'on tire du même sac. »

La Patrie belge du 11.III.17 publie un article intitulé « Les Belges en Angleterre ». — Le Devoir de tous et chacun ».

L'auteur de l'article passant en revue le « patriotisme bizarre » de la « Ligue des Patriotes de Belgique » ou les attitudes de certaines personnalités politiques qu'il estime peu conformes à « l'Union sacrée », termine en disant :

Le Devoir de tous et de chacun est dans l'unanimité et la constance de l'effort nécessaire pour assurer l'existence et l'avenir de la Belgique de demain. Messieurs les représentants du peuple, n'oubliez pas qu'il vous appartient de pré-

cher par l'exemple et rappelez-vous les sages paroles de Royer, qui disait il y a deux ans :

« Vous pourriez regretter plus tard de ne point vous être souvenus à l'heure voulue de tout ce qu'exige le régime de liberté qui fait l'honneur de la Belgique depuis 1830 et pour lequel se bat l'élite de la Nation. Point ne suffit, à mon sens, de proclamer la nécessité d'une union patriotique qui est dans les vœux de tous et d'exprimer la crainte qu'on puisse dire de certains hommes, après la guerre qu'ils n'ont rien oublié et rien appris. Il faut se garder aussi de l'accusation d'avoir tout oublié et de n'avoir rien vu ! »

Edouard ENGEL.

Londres, le 1er mars 1917.

Note. — La censure a cru devoir supprimer dans mon article, paru le 25 février, le passage où je reproduisais le programme annexionniste de MM. Dumont-Wilden, Notomb et Neuray. Je m'étonne de cette mesure, car le passage incriminé était la reproduction fidèle des lignes parues dans la « Métropole » du 30 janvier dernier, que tout le monde peut acheter et lire. Je ne me plains pas, mais j'aurais eu plaisir à voir le même passage censuré dans la « Métropole » car cela ne m'aurait pas contraint de supposer que les projets annexionnistes de ces Messieurs ne sont bons à être mis sous les yeux du public (*censuré*) E. E.

SUISSE

La Gazette de Lausanne apporte sa contribution à l'étude de la situation des prisonniers en Allemagne :

Nous avons sous les yeux un document d'un sergent d'infanterie belge, fait prisonnier à Namur en 1914, qui en dit long. On nous assure, de source autorisée, qu'il est exact et confirme les détails que le gouvernement belge possède sur la vie épouvantable de certains prisonniers dans les camps allemands :

« Dans notre camp, affirme le sergent d'infanterie dont nous parlons, il y avait en moyenne 300 malades par jour, souffrant surtout de bronchites, de rhumatisme et d'engelures. Or, il n'y avait pas de docteur dans le camp. La visite médicale était faite par un adjudant français. Le commandant du camp trouvait étrange de voir tant de malades ; aussi donna-t-il l'ordre suivant : « Tous les hommes qui se déclareront malades seront enfermés pendant tout un jour dans une baraque et privés de nourriture. » Le lendemain cet ordre fut mis à exécution. On le rendit même plus rigoureux. On lia plusieurs malades au poteau pendant des heures dans le froid, sous la pluie et la neige.

En revanche, l'*Indépendance helvétique* refuse d'ajouter foi à toute accusation contre l'Allemagne dont, à l'en croire, les habitants sont non seulement humains mais polis :

J'ai remarqué en Allemagne combien les Messieurs sont empressés d'offrir leur place à des dames debout sur le tram ou ailleurs, je dois dire que j'ai fait la constatation contraire en France. En Allemagne toujours, j'ai pu voir comme les fonctionnaires sont obligeants et polis, sans qu'il soit obligatoire de donner un pourboire...

J'ai écrit ce qui précède comme un ami de la France.

La prise de Bagdad, revanche de Gallipoli, est fêtée en Suisse romande avec la même ferveur qu'en France. Tous les journaux célèbrent l'éroulement du rêve Anvers-Hambourg-Bagdad qui, dit la *Tribune de Lausanne*, « laissera derrière lui autant d'amertume que de regrets ».

La Suisse note que la Turquie perd son pres-

tige chez les Arabes et autres mineurs d'Asie, « ses mauvais sujets » :

A la place des Anglais, les Allemands pavoiseraient, sonneraient les cloches, licencieraient leurs écoles, doubleraient les rations de pain K bis. Les Anglais se contentent d'avoir fourni le mot bluff. Ils n'en usent pas. Ils savent très bien que la conquête de la Mésopotamie ne finira pas la guerre. C'est à peine s'ils daignent communiquer quelques renseignements sur leur marche victorieuse. Mais, quand les Turcs capturèrent l'audacieuse garnison de Kut-el-Amara, leur agence l'annonça trois jours de suite (ce qui la fit appeler agence « Milly-Ter » par des civils impolis). Ils y ajoutèrent des chiffres fantastiques, des commentaires dithyrambiques et de mirobolants pronostics.

Le dernier événement peut être gros de conséquences, encore, par le fait du désarroi dans lequel pataugent plusieurs armées turques. Celle de Mésopotamie est en pleine déroute. Les autres, qui s'étaient compromises en Perse, risquent d'être coupées de leur base et doivent précipitamment rétrograder, poursuivies par les Russes. C'est la fin du rêve Indes-Hambourg, en attendant qu'Hindenburg ait cessé de plaire. Et c'est le coup de grâce à la fameuse expédition d'Egypte. Il semble bien que les troupes du sultan surnommé le Ghazzi, ou sous-Père la Victoire, auront tiré les marrons du feu pour la maîtresse Allemagne. Il fallait à celle-ci des têtes de Turc. Enver pacha lui en a procuré.

Le Genevois, lui aussi, constate que la prise, par les Anglais, de l'ancienne cité des Califes fait de toute l'entreprise du Bagdad-Bahn un conte des « Mille et une nuits ».

Dans le *Journal de Genève*, le colonel Feyler démontre que la stratégie turque a été doublement en défaut :

Premièrement en ne procurant pas à son armée de Mésopotamie des forces en rapport avec l'effort qu'elle devait soutenir ; secondement en éloignant en Europe les troupes nécessaires à la recueillir au cas d'un échec. Un renfort suffisant au sud de Bagdad aurait sans doute contenu une poursuite aussi fatigante que celle à laquelle s'est livrée la cavalerie britannique.

Mme Séverine ayant insinué que certains Suisses décriaient leur pays s'est attiré une fougueuse réponse d'une autre féministe, Mme Isabelle Debran qui, dans son journal *Pour la Femme* s'écrie :

Pas de détours, pas d'équivoques! Séverine prétend que les soldats français se battent dans les tranchées... pour Constantinople; qu'il faut attendre des précisions sur la mobilisation russe pour savoir si la France fut l'agresseur ou si elle a été attaquée; et quand un orateur s'écrie: « La France combat pour le Droit! » elle l'interrompt par ces mots: « En êtes-vous bien sûr?... » Mme Séverine admettra que, malgré les origines « bariolées » dont elle me gratifie, je ne la suivis pas dans ce raisonnement, très en faveur de l'autre côté du Rhin.

La place nous manque pour citer les nombreuses nécrologies consacrées au comte Zeppelin. Mentionnons seulement l'oraison funèbre de *La Suisse* qui dit: « Il n'aura pas survécu longtemps à la faillite de ses ambitions » et conclut: « C'était l'homme des projets en l'air ».

* * *

Neue Zürcher Zeitung, 7.III.17. — La navigation neutre et la guerre sous-marine renforcée:

Cinq semaines environ se sont écoulées depuis que l'Allemagne a annoncé le blocus des côtes britanniques, françaises et italiennes et l'on commence maintenant d'avoir en quelque sorte un aperçu superficiel de l'importance de cette mesure. Par une étude rapide de la situation il paraîtrait que les efforts de l'Allemagne pour rendre la navigation des pays de l'Entente impossible ont assez bien réussi. Le tonnage neutre s'amoncelle dans les ports et seulement une partie relativement faible a pris la mer depuis la déclaration du blocus. Il faut cependant se garder d'attribuer uniquement cette circonstance à la crainte qu'inspire la zone de blocus allemande. On doit attribuer l'immobilité des vaisseaux pour une part au moins égale aux nouvelles et sévères limitations auxquelles la navigation neutre a été soumise du côté anglais. Il est inconcevable que l'on édicte en Angleterre des mesures qui nuisent nécessairement autant aux propres intérêts du pays qu'à ceux des petites nations contre lesquelles elles sont dirigées.

Le journal parle alors de ces mesures. Il expose que si quelques navires ont pu passer permettant de douter de l'efficacité du blocus, il ne faut pas en conclure qu'une tentative de passage en grand aurait du succès. Le journal cite à l'appui de cette opinion des chiffres concernant les navires neutres coulés pendant les vingt premiers jours du blocus.

L'anéantissement d'une flotte commerciale n'est pas compensé par les bénéfices énormes momentanément réalisés, atteignassent-ils jusqu'à 400 % comme ce fut le cas pour certains armateurs suédois.

Il est douteux que les gouvernements des puissances maritimes neutres supporteront des empiètements nouveaux à la liberté des mers. La Suède est décidée à protester et à réclamer des dommages et intérêts à l'Allemagne, notamment dans le cas de torpillage de navires se rendant de pays neutre à pays neutre et ne transportant

pas de contrebande. Il est aussi à supposer que les gouvernements des puissances maritimes neutres feront aussi ensemble les démarches entreprises vis-à-vis de l'Angleterre pour empêcher de nouveaux empiètements sur les droits de navigation neutre. Les autorités anglaises se trompent du tout au tout si elles supposent qu'elles pourront acheter les vapeurs neutres se trouvant dans les ports de l'Entente, grâce à la défense de sortie proclamée...

... La situation est trop incertaine et dangereuse, pour qu'il n'y soit cherché de n'importe quelle manière une solution rapide. Les pays neutres sont maintenant pour ainsi dire assiégés également et par suite de l'arrêt de la navigation s'ajoute à une situation économique difficile un manque de travail sans exemple, qui à la longue ne peut être supporté.

Basler Nachrichten, 8.III.17. — Le correspondant parisien s'exprime ainsi dans le bulletin sur « Les mesures prises en France pour l'approvisionnement »:

L'exemple de l'Allemagne a démontré que ce n'est pas une petite affaire de régler l'alimentation d'un pays entier. Celui qui a suivi les événements d'outre-Rhin a pu remarquer que les lois économiques ne peuvent être tournées par des subterfuges et que chaque essai d'empiètement arbitraire dans la vie économique se paie amèrement.

En France, on est actuellement au début des expériences économiques, et un esprit non prévenu n'a pas l'impression que l'on ait beaucoup appris ici des expériences de l'adversaire.

Le correspondant cite le prix du pain actuel et s'étonne que l'on n'ait pas pris plus tôt déjà des mesures tendant à l'économie, soit pour la consommation du pain soit pour moudre la farine entière. Mais depuis que M. Herriot est à la tête des approvisionnements, la question du pain est entrée dans une nouvelle phase. En principe on a approuvé l'introduction de la carte de pain:

Il faut savoir gré au ministre Herriot d'avoir commencé en France le système des cartes. Le Français a une antipathie innée contre de pareils empiètements. Mais la guerre sous-marine allemande offrait une occasion favorable pour combattre les dernières résistances et le ministre Herriot a su habilement en profiter...

... Mais les cartes ne résolvent pas tous les problèmes économiques. Il faut pourtant s'arranger pour que les choses que l'on promet au public par le jeu des cartes existent. La forme et les moyens par lesquels le ministre Herriot a cherché à parer au manque de certains articles de nécessité n'ont pas été approuvés partout.

Parlant des mesures prises et des critiques qu'elles soulèvent, notamment en ce qui concerne le beurre et le combustible, le correspondant poursuit:

Rien n'est plus aisé que la critique, mieux faire est sensiblement plus difficile. Le ministre Herriot cherche avec un zèle incontestable à se rendre maître des difficultés prodigieuses que sa haute fonction lui apporte.

Neue Zürcher Zeitung, 9.III.17. — Bulletin hebdomadaire étranger. — La crise suédoise:

... Mais le roi n'a pas accepté l'offre de démission du ministère Hammarskjöld parce qu'un fait pareil eut pu être considéré comme une déviation de la politique de neutralité poursuivie jusqu'ici. Cela veut dire que le remplacement du ministère actuel par un ministère de gauche pourrait être envisagé comme un revirement en faveur de l'Entente, et comme la Suède est actuellement à nouveau en difficultés avec la Grande-Bretagne, le gouvernement n'a pas la moindre envie de faire naître une pareille impression.

Les Nouvelles de l'Agence internationale des Prisonniers de guerre du 10.III.17, contiennent l'avis qu'à partir du 10 mars, les envois aux soldats sur le front ou dans les lazarets, aux prisonniers de guerre ou internés ne pourront plus contenir de pâtes alimentaires ni de viandes autres que des conserves en boîtes.

L'Adula, 10.III.17. — « Irrédentisme » tessinois (de R. Rendi):

Ce n'est vraiment pas faire une œuvre méritoire que de parler d'« irrédentisme » au Tessin, en ce moment où il est nécessaire que les rapports inévitablement difficiles, délicats, complexes — bien que cordiaux — entre l'Italie, pays belligérant, et la Suisse, pays neutre, ne soient point troublés.

M. Colombo, dans son article « Italie et Tessin », ayant considéré comme tessinoise la question, il est bon, je crois, que je la considère au point de vue italien. La question ne change pas. En effet: quand, où et comment a-t-on discuté ou parlé en Italie de ce sentiment du canton? Ou bien: quand, où et comment a-t-on posé, en Italie, la question de revendications politiques, historiques ou ethnographiques au sujet du Tessin?

Il est donc tout simplement ridicule, dans les conditions actuelles, de parler de l'irrédentisme » tessinois.

Il est naturel que le Tessin n'ait jamais pensé à un tel

mouvement. Il n'aurait pu trouver une raison, un prétexte qui vaille.

Der Bund, 11.III.17. — Situation de guerre:

Nous verrons jusqu'à quel point la complication apportée par l'action des sous-marins influera sur les opérations terrestres; pour l'explication de cette action nous rappellerons comment le problème était posé sous forme de question tirée par nous de l'avis de la marine allemande et de la direction allemande de l'armée quand la guerre sous-marine a été annoncée: « Peut-on nuire à l'Angleterre et à l'Entente par le blocus sous-marin d'une façon telle que la force et la capacité de résistance des peuples de l'Entente et de leurs armées puissent être affaiblies de manière sensible et qu'ils succombent par conséquent devant la force de combat de l'armée allemande et des armées lui alliées, au cas où l'Angleterre elle-même ne pourrait, par l'arme des sous-marins, être amenée à conclure la paix? » La réponse se donnera d'elle-même dans les mois prochains par les événements à venir. L'entrée des Etats-Unis dans la guerre pourrait à peine influencer prochainement ce problème...

Berner Tagblatt, 12.III.17. — La guerre. — La retraite de l'Ancre vue sous un autre jour:

Le critique militaire du « Journal des Débats » écrit à propos de la situation stratégique créée par la retraite allemande sur l'Ancre:

« L'aile gauche de la position allemande est d'une force particulière; le centre allemand forme avec l'aile gauche un angle de 100 degrés. De cette façon le centre est en mesure de combiner son feu avec celui de l'aile gauche et de prendre un assaillant de flanc. Outre cela, la position consiste en une longue tranchée qui domine toute la position britannique de trente mètres de hauteur, et masque en même temps l'horizon des alliés. Il est peu probable que l'ennemi abandonne sans nécessité une position aussi forte et avantageuse. Elle est presque idéale pour des buts de défense, avec un champ de tir excellent et sans obstacles pour la reprise de l'offensive. »

TURQUIE

Hilal, 4.III.17. — Ce que coûte une juste compréhension:

Plus que jamais la Grèce souffre des rigueurs du blocus établi par ses « protecteurs » dont le courroux se manifeste aussi terriblement. La malheureuse « protégée » voit toujours se dresser devant elle le spectre de la famine, et le télégraphe nous apporte périodiquement l'horrible annonce des décès causés par l'inanition dans le pays du roi Constantin. Cette situation tragique porte au plus haut point la très vive et douloureuse sympathie que l'infortune du vaillant petit peuple grec a éveillée dans tous les cœurs généreux et en même temps s'y avive la sainte colère provoquée par l'ignoble conduite de l'Entente envers la nation hellène.

Le journal dit « que l'infortune aussi imméritée qu'immense de la Grèce a un singulier caractère: le pays est victime de sa neutralité »; il examine les rapports récents entre la Grèce et l'Entente « envers qui le premier pays a observé une neutralité bienveillante ». Les alliés cherchent à exploiter le peuple hellène pour la réalisation de leur but.

Exploiter, avons-nous dit, ce mot est le seul qui caractérise le véritable sentiment de l'Entente vis-à-vis de la Grèce. Nos ennemis ont besoin de beaucoup de matériel

humain pour les fronts de guerre où il est destiné à servir de cible à la grosse artillerie allemande. Ils ont pensé à la Grèce qui pouvait en fournir une quantité considérable et cette pensée a été mise en action. On sait sous quelles formes diverses les protecteurs pressent depuis bientôt deux ans, le pays du roi Constantin de les approvisionner en chair à canon. Dès la première heure le roi et son gouvernement avaient pénétré le sens profond de l'appel à eux adressé: faites-nous don du sang et de la chair de ce peuple; laissez-nous l'exploiter.

C'est cette juste compréhension qui a inspiré la politique suivie par le roi et ses conseillers; c'est elle qui, après avoir préservé la Grèce de la plus désastreuse des guerres lui vaut maintenant le terrible malheur qui éveille en nous une si vive et douloureuse sympathie. Qu'importe l'infortune! Les dirigeants de la Grèce ont vu clair et juste et ils ont admirablement agi. La postérité le jugera comme il convient et rendra certainement hommage à leur patriotisme clairvoyant, à leur sens politique très fin et à leur inébranlable fermeté.

RUSSIE

Les journaux russes n'étant pas encore arrivés, nous ne pouvons en donner d'extraits.

